

le monde  
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarcho-  
socialiste de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire



*Soyez résolus de ne plus servir,*

*et vous voilà libres*



M 02137 - 1385 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions les terres et ils avaient la Bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés : lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient la terre et nous la Bible. »

Jomo Kenyatta

hebdo n° 1385

du 10 au 16 février 2005

F0 P2520

# Sommaire

**On commémore, puis on oublie**, par Maurice Rajsfus, page 6

**Des militants d'Act-Up poursuivis en justice**, par Patrick Schindler, page 6



**L'extrême droite contre l'avortement**, par Bezancourt, page 7

**À Struthof aussi, il y avait un camp**, par Pierre Liebrecht, page 9

**La démo cra cra, la démocraCIA**, par Jacques Langlois, page 11

**L'économie sociale et solidaire, c'est pas encore l'anarchie**, par Justhom, page 14

**Quand le Nestor s'en prend à l'âme et à Dieu**, par Nestor Potkine, page 15

**L'obscurantisme à La Réunion**, par Joël Grouffaud, page 16

**T'es pas invité à la télé, toi ?**, par Roger Dadoun, page 17

**La poésie de Jean L'Anselme**, par Claude Kottelanne, page 19

**Le retour des vieilles hantises**, par Jacques Vallet, page 20

**À la chasse aux étoiles**, par Julien et Christophe, page 21

**Le mouvement**, page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Pli fermé

(France)

32 €

61 €

99 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

# Éditorial



## Travailler pour vivre ou vivre pour travailler ?

Pierre Gérard

milite à La Sociale à Rennes.



Et, comme tout le monde, nous attendons avec impatience et fébrilité la mort du pape. Il y a bien quelques signes encourageants, un microbe par-ci, un virus par-là, mais, malheureusement, rien de définitif. Cette vieille carne est foutue de nous en remettre pour vingt ans. Bon, si c'est pas lui ça sera un autre mais celui-là est particulièrement détestable. Enfin...

Va faire un éditorial sur un non-événement. Heureusement, l'actualité sociale nous réserve en ce moment de quoi réfléchir. La proximité du référendum sur l'Europe agitant la CGT de manière significative, il est amusant de noter que les grands médias, télévision en tête, se régalaient de constater qu'il puisse y avoir un débat interne dans cette confédération et, partant, sont presque prêts à nous affirmer que rien ne va plus chez les Thibaud's brothers.

Nous ne sommes pas à la Fédération anarchiste des forcenés de l'adhésion à la CGT, les individus sont entièrement libres de se syndiquer ou non au syndicat qu'ils désirent (pas à la CFDT quand même ! Si ?) et comme dans de multiples organisations de saines opinions, de sains débats peuvent mûrir, évoluer et faire avancer les choses. Pourquoi après tout n'en serait-il pas de même à la CGT ? Il s'agit en l'occurrence de savoir si oui ou non le corps électoral doit donner son accord à la Constitution européenne.

Belle affaire, sans doute, sur laquelle nous reviendrons en temps voulu, mais le temps n'est désormais plus où les positions de l'ex-centrale communiste ne pouvaient souffrir d'aucune contestation. C'était la démocratie ou mon poing dans la gueule. Certes, il y a bien toujours quelques nervis ricardisés, amateurs de service d'ordre musclé et adhérents au fan club de Pif le chien, certains animateurs de Radio libertaire en ont fait les frais, il y a quelques mois, mais reconnaissons que les temps, et nous ne pouvons pas réellement nous en plaindre, ont un peu changé.

Plus inquiétantes sont les menaces qui pèsent sur la réduction du temps de travail. Les trente-cinq heures (c'est trente de trop, je sais !) n'ont pas été le fruit d'une lutte sociale, mais il n'empêche qu'elles sont là et bien là, même si au bout du compte elles n'ont jamais pu générer une régression de la précarité et du chômage comme les sociaux démocrates nous l'avaient prédit.

**La CFDT se fait aujourd'hui le défenseur de ce « progrès social » que représenteraient les 35 heures. Dans le cadre de la « journée d'action » du 5 février, les confédérations syndicales appelaient à la mobilisation, entre autres sur cette question-là...**

### Petit rappel historique

La première loi de réduction sur le temps de travail dite loi Aubry 1 permettait de réduire le temps de travail par accord collectif de 10 % (passage de 39 à 35 heures). Cette réduction pouvait être réalisée en trois étapes, et il devait y avoir au moins 6 % d'embauches ou 6 % d'emplois « sauvés », en cas de procédure pour licenciement (ces embauches n'étant pas obligatoires pour les petites entreprises). Cela s'assortissait pour le patron d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales de Sécurité sociale d'une durée de cinq ans.

La loi Aubry 2 innove en ne demandant aucune contrepartie d'embauche aux patrons malgré un nouvel allègement des cotisations patronales de Sécurité sociale : une aide pérenne aux 35 heures de 636,32 euros par salarié et par an, et une réduction des cotisations sur les bas et moyens salaires. Évidemment, ces cadeaux fiscaux peuvent être majorés et cumulés avec d'autres allègements liés par exemple à des contrats d'adaptation, la convention de coopération Assedic, l'aide au poste des entreprises d'insertion, la subvention Agefiph pour l'embauche d'un travailleur handicapé, les allocations de chômage partiel et le taux vieillesse réduit des professions médicales et des journalistes.

Pour information, les allègements de charge ont une longue histoire en France, sous la gauche comme sous la droite : Globalement, cette politique a été mise en place progressivement à partir de juillet 1993 : allègement de charges sur bas salaires (applicables pour les entreprises ne bénéficiant pas de Aubry 2), loi Fillon du

17 janvier 2003 (se substituant aux deux premières), loi de Robien de 1996, exonérations 35 heures des Aubry 1 et Aubry 2, ou encore l'abattement de 30 % pour les temps partiels. La plupart de ces mesures se cumulent. Le total des exonérations patronales se monterait en 2005 à 18 milliards d'euros soit plus de la moitié du budget du ministère du Travail et des Affaires sociales ! Ainsi, alors qu'en 1993, le taux de cotisations employeurs au SMIC était de 32 %, il n'était plus que de 4, 2 % en 2002. Nous voyons ici clairement que la mise en place des 35 heures par la gauche a donc été un cadeau fiscal aux patrons. Rappelez-vous, l'an dernier, Douste-Blazy a fait sa contre-réforme sur la Sécu, en argumentant que décidément, le trou était trop énorme. C'est ce trou, fabriqué de toutes pièces, qui a financé les exonérations de charges des 35 heures !

### Mais qu'en disent les salariés et comment le vivent-ils ?

Un rapport du Commissariat général au plan relève que si les salariés sont, « en très grande majorité satisfaits de la RTT en matière de conditions de vie » (59 %), beaucoup se montrent « plus perplexes en matière de conditions de travail ». La moitié des salariés interrogés estime en effet que les conditions de travail ne se sont pas améliorées, et un quart disent même qu'elles se sont détériorées. En cause : flexibilité, intensification des rythmes de travail et réorganisation des structures.

On se rappelle de nombreuses grèves dans le privé comme dans le public sur la mise en place des 35 heures. Pour éviter une

mobilisation massive, le gouvernement a laissé les négociations se faire entreprise par entreprise; ce qui a eu comme conséquence des grèves isolées, bien que nombreuses. Les confédérations syndicales n'ont rien fait pour mobiliser les salariés de façon unitaire dans l'action pour défendre leurs droits, et pour cause: leurs partis politiques étaient au pouvoir! Parfois, les négociations ne se sont pas trop mal déroulées, dans les grosses entreprises parapubliques où les organisations syndicales pèsent encore un peu, et dans les entreprises de service. Dans le secteur industriel privé, souvent nettement moins bien... Dans le privé, par exemple, de très nombreuses négociations se sont faites, entre les patrons et des salariés, non syndiqués, mais mandatés par une organisation syndicale. Dans le meilleur des cas, souvent, ils ignoraient tout de leurs droits et, dans le pire, se faisaient acheter leur carte de délégué syndical directement par le patron...

D'où des accords parfois pourris. C'est ainsi qu'aujourd'hui, d'une entreprise à l'autre, la réduction du temps de travail n'est pas vécue de façon uniforme par les salariés. Parfois, le patron peut imposer les jours de RTT aux salariés en fonction de la charge de travail: c'est la modulation horaire, grâce à l'annualisation du temps de travail. Un employeur peut calculer les horaires à l'année: 1600 heures réparties sur l'année avec des semaines qui peuvent aller jusqu'à 48 heures et d'autres semaines qui peuvent être de 30 heures.

Le salarié doit se plier en toute flexibilité aux carnets de commande du patron. En plus, les entreprises appliquant un accord de modulation du temps de travail peuvent bénéficier des allocations de chômage partiel pour chaque heure perdue en deçà de la durée du travail prévue. Souvent, la mise en place des 35 heures a signifié le gel des salaires pendant plusieurs années (2 ou 3 ans bien souvent). Les patrons ont pu mettre en place les forfaits-jours par exemple pour les cadres: il n'y a plus aucune limitation à la durée quotidienne de travail, les 11 heures de repos légal quotidien restent le seul garde-fou. Dans ce cas, aucune heure supplémentaire ne peut être payée ou récupérée.

Selon l'Insee, « [l'effet RTT] aurait légèrement accentué la modération salariale à la fin des années 1990 ». En effet, « la plupart des accords négociés dans le cadre des lois Aubry ont prévu un maintien du salaire mensuel au moment du passage aux 35 heures en contrepartie d'une période de croissance modérée des salaires mensuels ». L'Insee estime la durée de cette modération à deux ans en moyenne. Son ampleur est mesurée par des enquêtes du ministère du Travail: elle correspondrait à 0,5 à 1 point de croissance des salaires en moins pour les entreprises passées aux 35 heures par rapport à celles restées à 39 heures.

La mise en place des 35 heures a permis aux patrons de définir le « temps de travail

effectif »: les temps de pause, d'habillage-déshabillage ou de transport pour l'entreprise... ne rentrent plus dans le temps de travail, il s'agit de « loisir »!

Dans la fonction publique, la mise en place des 35 heures s'est faite sans embauche ou presque, malgré les mouvements de grève des salariés, ceux de la santé notamment en revendiquant 80000 embauches, alors que Jospin n'en a cédé que 45000... sur trois ans.

La RTT aurait créé de 350000 (selon la DARES) à 500000 emplois (selon l'ITRES). Cela ne nous dit pas de quel type d'emplois il s'agit. Aujourd'hui, l'écrasante majorité des créations d'emploi sont précaires ou à temps partiels.

De plus, en diminuant le temps de travail de 10 % (en passant de 39 à 35 heures), le nombre d'emplois créés aurait dû être de 1,5 million. Où est passée la différence? Dans l'augmentation de la productivité horaire, qui a été de l'ordre de 5 %. Le patronat a su profiter de l'occasion pour réorganiser le travail à sa convenance, en l'intensifiant, en l'annualisant, bref en le flexibilisant. L'augmentation de l'intensité du travail a des conséquences évidentes en terme de souffrance et de dégradation des conditions de travail.

La mise en place des 35 heures a engendré la création de six SMIC en fonction de l'année de passage aux 35 heures. Il y a eu « décrochage » des SMIC. Après avoir créé des « sous-SMIC », il était facile pour le gouvernement de « freiner » l'augmentation du SMIC du « haut », pour qu'il se fasse « rattraper » par celui du « bas », tout en annonçant officiellement des augmentations du SMIC.

Depuis le début des années 1980, l'économie française est entrée dans une phase de « modération salariale ».

Un rapport de l'Insee analyse deux événements susceptibles d'expliquer ce phénomène: l'arrêt de l'indexation des salaires sur les prix, à partir de 1982, et la généralisation de la réduction collective du temps de travail (RTT) depuis 1996. En bref, la baisse du pouvoir d'achat (autre revendication des organisations syndicales les 18, 19 et 20 janvier et le 5 février) au profit de la rémunération des actionnaires s'est faite... principalement sous leurs alliés de gauche!

### La gauche partageait la misère, la droite va l'augmenter

Le capitalisme est soumis depuis des années à une véritable crise de son taux de profit: les placements financiers, plus rentables à court terme que les investissements productifs, exigent un rendement toujours plus élevé. Le capitalisme a besoin de diminuer le coût du travail à l'échelle mondiale pour tirer parti des opportunités que lui offre l'arrivée sur le marché mondial de régions où les conditions d'extraction de la plus-value sont meilleures, et ainsi mettre en concurrence toutes les forces de travail du monde. C'est pourquoi, après avoir aboli les obstacles à la circulation des capitaux, le capitalisme veut démolir tout ce



qui reste des systèmes sociaux et le Code du travail. C'est dans ce cadre que rentre le projet de loi examiné du 1<sup>er</sup> au 3 février par l'Assemblée nationale.

Il comporte trois articles.

Le premier permet, dans le cadre d'un accord de branche ou d'entreprise, d'utiliser le compte épargne-temps pour « compléter la rémunération » du salarié.

L'article 2 permet aux « salariés qui le souhaitent, en accord avec leur employeur » de travailler au-delà de l'épuisement du contingent d'heures supplémentaires annuel autorisé. Autrement dit, un temps « choisi » (rappelons que ce sont les patrons qui décident des heures supplémentaires, un salarié les refusant peut se faire licencier pour cela), qui repousse les limites maximales de la durée hebdomadaire à celles déterminées au niveau européen, soit 48 heures.

Enfin, le dernier article prolonge jusqu'à la fin 2008 le régime dérogatoire et « transitoire » qui permet aux PME de moins de 20 salariés de payer les heures supplémentaires avec une majoration de 10 % et non plus de 25 %.

Après avoir payé la mise en place de la RTT, les salariés pourraient être contraints par leur employeur d'augmenter leur temps de travail, sans revalorisation de leur salaire de base. Et pour cause, puisque les exonérations de « charge » (en fait, du salaire socialisé) sur bas salaires font pression sur tous les salaires à la baisse. Comment peut-on souhaiter « volontairement » travailler plus, à moins d'y être contraint par un revenu insuffisant pour boucler les fins de mois ?

Officiellement, les patrons ne touchent pas aux 35 heures (car cela leur permet d'avoir des exonérations de charges supplémentaires). Mais en redéfinissant les heures supplémentaires et avec la mise en place des « comptes épargne temps », il s'agira bien de travailler plus pour gagner moins ! Par la même occasion, cela permet de casser davantage le Code du travail en particulier parce que dans certains secteurs, des conventions collectives moins favorables que le Code du travail vont s'appliquer... Un décret du 21 décembre 2004 porte déjà le contingent d'heures supplémentaires de 180 à 220 heures par an et par salarié.

Le « compte épargne temps » va de pair avec l'annualisation. Le principe est que les jours de congé que les salariés ne peuvent ou ne veulent pas prendre sont placés sur un compte. En général, quand on fait un crédit, cela se fait avec intérêt, eh bien là, non ! En gros, le salarié fait crédit, sans abondement, de ces jours de congé payés au patron.

Il doit au minimum prendre douze jours de congés par an, et le reste de ses congés, dès qu'ils auront atteint deux mois, il devra les prendre ou se les faire payer dans les cinq ans qui suivent le dernier jour acquis. Vu la faiblesse des salaires, certains pourront être tentés de se faire payer ces jours, au détriment de leur santé...

## Les heures supplémentaires allongées et moins payées

Leur nombre va pouvoir augmenter par voie dérogatoire au niveau des entreprises, et leur taux de majoration devrait être fixé à 10 % minimum, ce qui correspond à une perte drastique de salaire pour ceux qui en faisaient un complément salarial. En effet, les heures étaient majorées à 25 % auxquelles s'ajoutaient un repos compensateur de 50 % dès la 41<sup>e</sup> heure : ensuite, elles étaient majorées de 50 % à partir de la 44<sup>e</sup> heure avec repos compensateur, lequel repos compensateur était porté à 100 % au-delà du contingent annuel. Ce contingent a été porté à 180 heures pour les entreprises de moins de 20 salariés, mais il devrait l'être pour toutes, et certaines branches (la poissonnerie) l'ont déjà porté à 230 heures. Un total de 230 heures dans l'année, cela revient à imposer 14 mois de travail en 11 mois (si le salarié prend des congés et si le « compte épargne temps » n'est pas un moyen de le contraindre à les différer). Comme le salarié est subordonné, on en arrive à des situations où l'employeur décidera seul de variations formidables de la durée du travail annualisée, appuyé sur des accords d'entreprise dérogatoires « bidon ». C'est ainsi que le gouvernement contourne largement les 35 heures en tant que durée légale, sans formellement les supprimer.

Le patronat explique que l'on produira plus si on travaille plus longtemps, et que chaque salarié doit être en position de choisir de le faire. Il y a en France plusieurs millions de personnes qui aimeraient travailler, tout simplement, ou travailler plus longtemps, pour celles qui sont cantonnées à des emplois précaires ou à temps partiel imposé. Et pas, parce qu'elles s'ennuient chez elles, mais parce qu'elles ont besoin d'argent pour vivre... Rallonger la durée du travail sans augmenter – évidemment – la masse salariale globale pèserait encore plus sur la situation de l'emploi. Aujourd'hui, 10 % de la population active est au chômage, 15 % à temps partiel majoritairement contraint, et sans doute au moins 10 % en situation de sous-emploi. Dans le même temps, la commission européenne est en train de discuter de porter la durée du travail hebdomadaire normale à 65 heures, voire 78 heures avec autorisation spécifique. Voilà comment le capitalisme réduit la durée du travail : de manière discriminatoire et inégalitaire.

## Une RTT, oui, mais sans patrons et sans gouvernement !

Même si certains travailleurs ne s'en sont pas trop mal tirés en nombre de jours de RTT (plus souvent des cadres dans des grosses entreprises à haute valeur ajoutée du secteur tertiaire), la réduction du temps de travail a été avant tout un dispositif législatif permettant d'aménager et d'organiser le temps de travail au bénéfice des patrons. Le gouvernement de



gauche a réussi à dévoyer une revendication historique du monde du travail en en faisant un outil d'adaptation du salariat aux contraintes d'un capitalisme post-fordiste, mondialisé, fonctionnant à flux tendu. Si les 35 heures ont été un moyen de diminuer le coût du travail, leur remise en cause par la clique à Chirac (élu avec les voix de gauche lors du « séisme d'avril 2002 »), n'est qu'un moyen de tirer toujours plus sur la corde.

En mai 1906, la centrale syndicale CGT, alors sous forte influence anarcho-syndicaliste, organisait sa première grève générale, en revendiquant « 8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures de loisir ». Nous, anarchistes, savons bien que la question du partage du temps de travail est inséparable de celle du partage des richesses.

Pensez le partage du temps de travail sans aborder l'abolition du salariat serait se condamner à se partager la misère entre travailleurs. À la différence des sectes marxistes, nous faisons également le lien avec la nécessité de repenser le travail. Dans une société libérale, une fois que nous aurons repris en main l'appareil de production et d'échange, comment organiserons-nous le travail entre nous ? Comment gérerons-nous les emplois actuels socialement inutiles, voire « nuisibles » ?

Si nous devons manquer de courage ou de ténacité dans nos réflexions et surtout nos actions sur ce terrain de la lutte des classes, soyons bien sûr que le Medef, qui se targue, avec sa novlangue, « d'être révolutionnaire contre les conservatismes », se ferait fort de repenser les utopies à notre place. Cela ne dépend que de notre capacité à nous organiser et à militer... P. G.

1. Information issue du site de la CFDT!

## On commémore, puis on oublie...

TOUT AU LONG DU MOIS de janvier 2005, nos élites se sont souvenues qu'il y avait matière à commémoration : la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge, le 27 janvier 1945.

La France a connu ce même délire commémoratif, aussi bien pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement du 6 juin 1944, que pour la libération de Paris, le 25 août de la même année. Sans doute l'émotion sera-t-elle identique pour le rappel de la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945.

Comment se fait-il qu'il n'en a pas été ainsi pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de ces événements, en 1994 et 1995 ? Peut-être est-il nécessaire d'appeler l'attention sur des événements passés, plutôt que de laisser le bon peuple trop réfléchir sur le contrôle social qui s'exerce de plus en plus sur le pays. C'est également dans ce sens qu'il faudrait interpréter le grand élan médiatico-compassionnel qui a suivi le raz-de-marée du 26 décembre 2005 en Asie du Sud-Est. Dans les jours qui viennent, notre attention sera longuement attirée par l'agonie du pape Jean-Paul II.

Au passage, il convient de rappeler qu'en mai 1945, lors du retour des rares déportés juifs des camps d'extermination (environ 2 500 sur 76 000), le pouvoir gaulliste prêtait bien plus d'attention au retour des prisonniers de guerre, accueillis avec drapeaux et fanfare à la gare de l'Est, tandis que les rescapés de l'enfer étaient discrètement évacués vers l'hôtel Lutétia, car il ne fallait pas trop montrer ces cadavres vivants. L'horreur absolue a été commise par les nazis – et il ne faut jamais l'oublier – mais pourquoi n'a-t-on pas vraiment rappelé le rôle des auxiliaires indispensables qui, dans chacun des pays occupés, ont facilité le génocide. Sans complices, les nazis n'auraient jamais pu réussir aussi complètement dans leur entreprise. À travers toute l'Europe, il s'est trouvé des policiers collaborateurs pour organiser les rafles, sans le moindre état d'âme.

Lorsque l'on commémore la libération des camps d'extermination, et bientôt celle des camps de concentration, aucun des princes qui nous gouvernent, aucun journal, écrit ou télévisé, ne rappelle que les quelque 160 000 déportés (juifs et politiques) ont été arrêtés ou ralfés par des policiers français, qui les livraient ensuite à la Gestapo. Est-ce un gros mot de rappeler que les quelque 200 000 policiers et gendarmes de ce pays ont été aux ordres des nazis, de l'été 1940 à l'été 1944 ?

Alors, si l'on commémore, il convient de tout rappeler. Faute de quoi la commémoration perd de son authenticité. Comment ne pas faire de peine à l'Église catholique, en soulignant que jamais le Vatican ne s'est ému du génocide dont il connaissait les étapes. De même, l'évêque français qui est resté globalement silencieux, si l'on excepte l'archevêque Saliège, à Toulouse, et l'évêque Théas, à Montauban, à la fin du mois d'août 1942. Cette Église-là a tout accepté sans jamais réagir, de 1940 à 1944 : les rafles de juifs parisiens dès le printemps 1941, le port obligé de l'étoile jaune, en juin 1942, la rafle du Vel d'Hiv, du 16 juillet 1942, et toutes celles qui allaient suivre, la déportation vers les camps de la mort de 11 000 enfants, etc.

On commémore et, quelques larmes essuyées, c'est l'acharnement pour la remise à plat des lois sociales, c'est la chasse aux sans-papiers qui se poursuit activement. Et tandis que les centres de rétention administrative se remplissent, préparant des expulsions par dizaines de milliers, au pays de la liberté on incite les collégiens et les lycéens à se lamenter sur les horreurs du passé. Ce qui permet d'oublier les massacres de l'époque coloniale, tout comme le triste sort de ces immigrés clandestins pour qui la compassion n'est pas de saison. Là encore, notre police est toujours au premier rang des persécuteurs.

Alors, personnellement, il m'est impossible de participer à quelque commémoration que ce soit lorsque nos policiers, arborant la fourragère rouge, sont triomphalement présents. Puisqu'il est question de « devoir de mémoire », n'oublions jamais que les policiers parisiens, qui ont ralfé les juifs étrangers, sans désemparer, durant quatre ans, ont été décorés collectivement de cette Légion d'honneur par le général de Gaulle, le 14 octobre 1944. Ces policiers avaient été distingués pour leur décision de changer de camp, le 19 août 1944, en prenant la préfecture de police. La décoration reçue ayant pour fonction de banaliser l'ignoble comportement de ces chiens de garde de la Gestapo durant les années noires.

Quel peut bien être le sens d'une commémoration dont la finalité est de nous rendre amnésiques ? On commémore aujourd'hui, on oublie demain...

Maurice Rajsfus



## Militants d'Act-Up poursuivis verdict le 17 février

LE 27 JANVIER AU MATIN, à l'appel de plus d'une centaine d'associations et organisations (dont la Fédération anarchiste), et malgré un froid mordant, une centaine de militants ont formé un cercle de protestation, en face du palais de Justice à Paris. Une banderole rappelait aux passants « Politique sécuritaire, catastrophe sanitaire », tandis que résonnaient les slogans : « Chirac tes mensonges tuent, t'as du sang sur les mains » ou encore : « 10 000 morts par jour, Chirac en veut toujours ».

Les faits remontent au 1<sup>er</sup> décembre 2004, veille de la journée internationale du sida, pendant laquelle huit militants d'Act-Up Paris ont aspergé de faux sang les grilles de l'Élysée, en signe de protestation contre la politique d'exclusion et les promesses non tenues par Chirac. Qu'il s'agisse de la réforme de la Sécurité sociale, hostile aux malades et aux handicapés (montant ridicule de l'AAH), ou encore des 10 milliards promis aux organisations internationales de lutte contre le sida depuis 2002.

À la suite de cette action, les huit militants et militants étaient restés 24 heures en garde à vue et avaient dû subir les propos homophobes, sexistes et transphobes des autorités. Puis, ils avaient été inculpés et poursuivis devant le tribunal correctionnel pour « dégradation volontaire ayant pour conséquence un préjudice grave », un délit passible de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. En fait de « dommage grave », ce liquide était fabriqué avec des colorants alimentaires et fut intégralement nettoyé en pratiquant une heure de temps, selon les services de nettoyage de l'Élysée.

L'avocate d'Act-Up a réfuté le préjudice grave dans la mesure où « le liquide utilisé n'a pas atteint la structure de l'objet et que toute trace a disparu, lors d'une manifestation qui ne faisait que revendiquer l'accès aux soins pour les plus malades et les plus démunis ». Le parquet a laissé le soin d'apprécier le montant de l'amende au tribunal qui rendra sa décision le 17 février 2005. Il convient de rappeler qu'en quinze ans d'activisme, Act-Up Paris n'avait jamais été poursuivie. Dans un papier paru hier, le *Canard*, une fois n'est pas coutume, laissait entendre que cette attitude autoritaire « semblait refléter l'énerverment des services de police qui s'étaient laissés déborder dans le quartier le plus protégé de la capitale, à quelques mètres seulement du ministère de l'Intérieur. Un "exploit" que pratiquement personne n'avait réussi à réaliser jusque-là et qui fait tâche ». Nous pensons, quant à nous, que cette mesure s'adresse à tous les militants et activistes que nous sommes en puissance et, pourtant, ce n'est pas ce type de mesure qui est susceptible de faire reculer, ni nos convictions ni nos engagements, à bons ententeurs, salut !

Patrick Schindler  
groupe Claaaaaah

# L'extrême droite catholique processionne contre l'avortement

**Le dimanche 23 janvier, trente ans après la légalisation de l'avortement, les partisans du retour à l'ordre moral ont processionné à Paris de la place de l'Opéra jusqu'au pied de la basilique du Sacré-Cœur.**

Jocelyn Bezecourt

Près de 4000 personnes ont suivi l'appel du collectif « 30 ans ça suffit » pour lequel l'avortement est une catastrophe impie trente fois pire que le tsunami qui a ravagé l'Asie du sud ; tout est bon pour frapper les esprits, y compris les comparaisons sans rapport. Dans le pieux cortège se côtoyaient Renaissance catholique, SOS tout-petits, Laissez-les vivre, SOS futures mères. Le Bloc identitaire, l'Action française et quelques militants du Front national jeunesse complétaient cette assemblée de bons copains. La manifestation-pèlerinage fut donc l'occasion d'une promenade dominicale d'une extrême droite chrétienne très bien organisée avec un service d'ordre bien visible. En cette froide journée d'hiver, les bannières des croisés et des monarchistes ont flotté au vent et on a pu voir onduler le sacré-cœur de Jésus sur fond tricolore, celui de Vendéens orné de fleurs de lys, l'image de la Vierge Marie ainsi que le drapeau de Solidarnosc. Cette présence polonaise est peu surprenante : Lech Walesa avait considéré l'attribution du Prix Nobel de la Paix 2003 à Shirin Ebadi comme une « grande erreur » pour lui préférer la candidature de Jean-Paul II. Le Centre Charlier est aussi présent, aisément reconnaissable à son drapeau arborant la Trinité aux allures pétainistes « Patrie, Dieu, Famille ». Quant à l'ordre de Malte, il assurait l'infirmierie.

Parmi les pèlerins, SOS tout-petits faisait partie des plus expérimentés et des plus rigoureux dans l'expression de la soumission aux dogmes catholiques : ce ne furent que chants et prières du début à la fin de la manifestation. Entonnant les « miserere des enfants » devant l'Opéra, ils poursuivent peu après par un « Dieu nous te voulons » pour finir par des « Ave Maria ». À l'approche du Sacré-Cœur, certains manipulaient obsessionnellement des chapelets. L'Action française appelait à une marche aux flambeaux, ce même jour, en mémoire de Louis XVI, raccourci 212 ans auparavant à deux jours près.

Dans la foule, on brandit des pancartes où on estime qu'« avorter, c'est tuer », et on déclare la guerre aux laboratoires pharmaceutiques (« RU 486, halte aux labos qui tuent »), on se risque à l'humour (« Avorter pendant la grossesse nuit gravement à la santé de votre enfant »), on procure des conseils hardis (« Si tu veux la paix, défends la vie », inspiré de « Si vis pacem, para bellum ») et on prononce des menaces à peine voilées : « Si nous nous taisons, les pierres crieront ». D'autres slogans jouent sur les sentiments maternels en remerciant les mères (« Maman, merci pour la vie ») ou en les mettant en garde (« Maman, mon corps m'appartient »). On comprend mieux ici les objectifs visés par les associations de « protection » et d'« assistance » aux mères en détresse : les convaincre coûte que coûte de ne pas avorter, cette honte, fille de l'impiété contemporaine. Mais les manifestants ont su inscrire leur fanatisme antiféministe dans un cadre politique par l'exhibition d'une bande-roule qui est aussi un programme : « Nous voulons le statut de l'embryon ». Devant cette réduction de la femme à la fonction de procréatrice, une observatrice propose de brandir sa plaquette de pilules contraceptives en guise de protestation.

La composition des manifestants était loin d'être limitée à des individus âgés et nostalgiques des valeurs d'antan. De très nombreux jeunes adultes, adolescents et enfants, aussi bien filles que garçons, participaient avec enthousiasme au rejet de l'avortement. C'est un étrange sentiment d'observer des adolescentes honnir l'IVG comme on clame gaie-ment son attachement à telle chanson, aveugles à cet ensevelissement de leur liberté de décider si elles veulent des enfants ou pas et, si oui, de choisir quand et avec qui en avoir un et combien. Plus loin, ce sont deux adolescents, des garçons chefs d'enfants de chœur, qui s'entretiennent sur la respectabilité, ou plus exactement sur l'affichage public, de la



soûlerie. L'un sermonne son frère d'arme et le condamne vivement de s'être « bourré la gueule devant les enfants de chœur ». En sa qualité de chef de chœur, cela n'aurait pas dû paraître devant les plus jeunes. L'autre ne peut que faire acte de contrition et admet le conseil du premier de s'« excuser devant le père ». Le blâme ne porte pas sur le fait d'avoir abusé de la boisson mais bien sur le fait que cela a été vu par les plus jeunes.

Toutefois, si le défilé ne fut qu'une interminable et dangereuse profession de foi antiféministe, le salut est venu des riverains habitant dans les immeubles qui jouxtaient le saint cortège. Dans les rues Cadet et de Rochechouart, les croisés ont reçu pour seul encouragement des jets d'eau fort vivifiants pour une température aussi basse. Peu après, au bout de l'avenue Trudaine, la contestation venue des balcons a pris un tour encore plus rassurant sur l'isolement idéologique des manifestants : un homme tend un poing méprisant en direction de la cohorte de fachos, le pouce vers le bas, pendant qu'une femme fait de même sur un balcon qui lui fait face. Plus extraordinaire et jousissif, deux jeunes femmes sur un balcon voisin tendent cette fois leur majeur à la clique de puritains venus dicter le décent et le respectable à l'aune de leurs interdits sexuels. En bas, une France blanche, raciste et catholique intégriste ; en haut, des citoyennes rebelles, fières des luttes passées et conscientes que le combat doit continuer car les acquis ne sont jamais définitifs, toujours remis en cause par l'oppression religieuse qui entretient une culpabilisation sexuelle nécessaire à sa pérennité.

Des heurts verbaux et gestuels similaires ont pu être observés tout au long du parcours et la tension s'est accrue jusqu'à la rue de Steinkerque qui mène au Sacré-Cœur, sorte

d'ascension ultime du Golgotha. La rue de Steinkerque est étroite et, du haut des fenêtres, toute la largeur de la rue est accessible. C'est ce qu'ont compris plusieurs riverains qui ont consciencieusement arrosé les processionnaires. À chaque salve d'eau fraîche, les pénitents lançaient de haineux « assassins » (car défenseurs de l'avortement) ou d'hypocrites « Jésus t'aime ». Soit, mais il est des amis dont on se passe bien... Sous le déluge mécréant, un membre du service d'ordre tente d'organiser la protection des pèlerins tout en conservant religieusement un chapelet dans sa main, sorte d'amulette impuissante contre les bassines renversées sur leurs têtes.

Mais le compte rendu de cette manifestation venue du fond des âges ne serait pas complet sans la relation de la stratégie étonnante adoptée par les forces de police.

Habituellement, quel que soit le thème du défilé, celui-ci est précédé et suivi par des voitures de police tandis que des CRS sont parqués en divers points du trajet dans des rues adjacentes ou parallèles. Ils se déplacent donc au rythme de l'avancement de la manifestation par l'utilisation des rues proches. Ici, rien de tel mais une présence policière omniprésente du début à la fin, à tel point qu'on aurait difficilement mieux escorté les manifestants.

Du début à la fin, des CRS casqués et armés ont encadré le défilé et se sont aussi parfois déplacés sur les trottoirs le long du trajet, semblant assurer une protection inutile face à une opposition inexistante. Ce dimanche, aucune contre-manifestation n'était présente, et rien ne pouvait donc menacer le bon ordre du cortège. La portion finale du parcours, dans la rue de Steinkerque, a même donné lieu à une ahurissante disposition des CRS qui précédaient les manifestants de quelques dizaines de mètres. La police ouvrait donc le chemin à l'extrême droite catholique en direction de la place Saint-Pierre située au pied de la butte de Montmartre. Une explication serait très souhaitable sur la décision des forces de police d'accorder un traitement aussi privilégié à ces paroissiens réactionnaires.

Le défilé du collectif « 30 ans ça suffit » a réussi à mobiliser l'extrême droite catholique et uniquement elle.

Le vrai bilan de l'événement est que l'ensemble des forces concernées étaient présentes c'est-à-dire que la capacité du collectif à rassembler contre l'IVG est nulle en dehors de ces organisations. L'essentiel des partisans du retour à l'ordre moral étaient dans la rue ce dimanche, ce qui constitue en fait des troupes bien faibles par rapport à tous ceux attachés au rejet du machisme, à la libération des femmes, à la contraception et à l'avortement. Les réactions courageuses et énergiques des riverains ont été une garantie rassurante sur l'isolement des manifestants. Les partisans de la femme au foyer qui ne reçoit sa raison de vivre que de ce que son ventre produit, demeurent une frange ultra minoritaire dans une société qui sait rejeter avec force les diktats religieux antiféministes. **J. B.**



# Auschwitz, et après ?



**Pierre Liebrecht**

**d** **DAVID AKOUNI**, Bella Alaluf, Israel Albert, Elvira Amar, Emma Amar, Palomba Arnades, Aron Aron, Nety Aruch, Martin Ascher et Esra Asser, etc., voici quelques-uns des noms qui surgissent de la nuit et du brouillard et apparurent en premières pages locales du quotidien alsacien les *Dernières Nouvelles d'Alsace* le 26 janvier 2005.

Avec eux, Allegra Attas, Ernestine Baruch, Joachim Basch, Joachim Behrendt, Günther Benjamin, Allegre Beracha, Kalman Bezmiertny, Samuel Bluosilio, Harri Bober, Sara Bomberg et d'autres encore; quatre-vingt-six personnes en tout se rappellent ainsi à notre souvenir.

La Shoah, ce n'est pas seulement quelque part en Pologne, c'est, cette fois-ci, plus près de chez nous, à Strasbourg.

Quatre-vingt-six personnes, qui étaient à Auschwitz, furent sélectionnées scientifiquement, mises dans un train et envoyées en Alsace. Elles débarquèrent un jour, en plein été 1943; nul ne sait si ce fut le matin ou le soir, à la gare de Schirmeck, au fond d'une verte vallée alsacienne.

Une université d'État nazie avait pris la place de l'université française repliée à Clermont-Ferrand depuis le début de la guerre. Un professeur allemand, August Hirt, s'était établi au milieu du vieil hôpital civil de Strasbourg pour y faire des recherches anatomiques.

Il avait un projet précis qu'il avait défini ainsi: « Conservation des crânes des commissaires judéo-bolcheviques aux fins de recherches scientifiques à la Reichsuniversität

Strassburg » et l'avait envoyé à Himmler. Pour cela il avait besoin de corps en bon état.

Avec ceux cités plus haut et encore d'autres, Sophie Boroschek, Nisin Buchar, Rebeca Cambeli, Sarica Cambeli, Elei Cohen, Juli Cohen, Hugo Cohn, Günter Dannenberg, Sabi Dekalo et Kurt Driesen furent amenés à la chambre à gaz qui avait été construite à cette fin dans le camp de concentration du Struthof et moururent.

Les corps des susnommés, ainsi que ceux d'Aron Esformes, Aron Eskaloni, Ester Eskenas, Maurice Francese, Abraham Franco, Heinz Frischler, Benjamin Geger, Fajsch Gichman, Brandel Grub, Hugo Haarzopf et d'autres furent amenés à Strasbourg et dépecés par le professeur August Hirt qui récupéra leur crâne. August Hirt, devant l'avance des forces alliées, donna l'ordre de brûler les corps. Mais ce ne fut pas fait complètement. Les forces alliées découvrirent les restes, 16 cadavres, le 23 novembre 1944.

Il a fallu six années de travail pour qu'un chercheur allemand, Hans-Joachim Lang, retrouve les noms de ces quatre-vingt-six personnes. Ce travail a été possible parce qu'un assistant du professeur, troublé, avait désobéi et noté les numéros tatoués sur les bras des susnommés, ainsi que ceux de Charles Hassan, Alfred Hayum, Rudolf Herrmann, Jacob Herschfeld, Albert Isaak, Israel Isak, Sabetaj Kapon, Maria Kempner, Levei Khan, Elisabeth Klein, Jean Kotz, Paul Krotoschiner, Else Leibholz, Kurt Levi, Ichay Litchi, Michael Marcus, Maria Matalon, Abraham Matarasso,



Lasas Menache, Katerina Mosche et d'autres. Le 26 janvier dernier, tous ces noms, ceux déjà cités ainsi que ceux de Regina Nachman, Siniora Nachmias, Dario Nathan, Sarina Nissim, Heinrich Osepowitz, Jeanette Passmann, Hermann Pinkus, Jacob Polak, Israel Rafael, Samuel Rafael, Siegbert Rosenthal, Frank Sachnowitz, Marie Sanderichin, Albert Saltiel, Maurice Saltiel, Maurice Saporta, Mordochai Saul, Gustav Seelig, Alice Simon, Emil Sondheim, Sigurd Steinberg, Nina Sustiel, Menachem Taffel, Martha Testa, Maria Urstein et Walter Wollinski sont publiés dans le quotidien alsacien les DNA.

Cette histoire ne s'arrête pas là. Hélas. Un petit groupe de médecins franco-allemands s'est réuni sous le nom de cercle Menachem-Taffel, le premier nom connu, et ont voulu marquer dans la mémoire strasbourgeoise, universitaire, médicale, l'endroit où cela s'est passé. Il y a des endroits pour commémorer. En dehors d'eux, il y a des résistances.

En 1997, deux chercheurs demandent aux autorités universitaires d'apposer une plaque commémorant ces faits. Le doyen de la faculté de Médecine de Strasbourg leur répond alors ceci : « Les faits se sont déroulés alors que la faculté était repliée à Clermont-Ferrand [...]. Je ne souhaite pas qu'une confusion puisse s'installer dans les esprits quant aux faits et aux responsabilités [...]. Ce serait perdre de vue l'existence transitoire de la Reichuniversität qui a usurpé son appellation. » Si, depuis, les étudiants en médecine strasbourgeois sont amenés à étudier au cours de leur première année d'études ces événements, rien ne vient toujours marquer dans la pierre l'endroit où cela se passa.

Ce n'est pas demain que l'on pourra en France regarder, la tête haute, entre ses pieds, comme on peut le faire en Allemagne, ces pavés dorés, incrustés dans les trottoirs. Ils portent sur leur partie apparente le nom d'une personne et celui de sa destination finale. Elles sont souvent posées devant des maisons d'où des personnes, des juifs, sont parties vers l'horreur.

Il ne s'agit pas d'une décision gouvernementale. C'est une initiative individuelle qui a besoin de l'accord des municipalités pour être appliquée à la demande d'individus mus par

un devoir de mémoire. Ces pavés dorés, appelés en allemand « Stolpersteine » ou « pierres sur lesquelles on trébuche », deviennent les pierres tombales de celles et ceux qui ont disparu en fumée dans l'horreur industrielle de la barbarie nazie.

C'est aussi l'initiative privée qui est à l'œuvre, à travers la décision d'inviter des représentants des communautés arménienne, tzigane, cambodgienne, bosniaque et rwandaise, à une commémoration strasbourgeoise en l'honneur des victimes dont nous parlons plus haut, marquant ainsi la prise de conscience de l'actualité des capacités génocidaires des hommes, non loin de la cérémonie officielle.

Car le fond du problème, celui de la responsabilité de ces actes horribles, est souvent passé sous silence. Il est très facile de se défausser sur les Himmler, les Hitler et consorts. Relisons ce que disent à ce sujet des auteurs connus.

Raul Hillberg, qui a écrit la *Destruction des juifs d'Europe*, dit : « On doit se souvenir que la plupart des participants [au génocide] ne tirèrent jamais sur des enfants juifs ni ne versèrent le gaz dans les chambres à gaz... La plupart des bureaucrates rédigeaient des circulaires, concevaient des projets, s'entretenaient au téléphone et assistaient à des conférences. Ils pouvaient annihiler tout un peuple en restant assis à leur bureau. »

Zygmunt Bauman, auteur de *Holocauste et Modernité*, ajoute : « Pour comprendre comment cet extraordinaire aveuglement moral fut possible, il n'est que de penser aux ouvriers d'une usine d'armement qui se réjouissent du "sursis à la fermeture" de leur usine grâce à de nouvelles commandes importantes, tout en déplorant sincèrement les tueries entre Éthiopiens et Érythréens ; ou à la façon dont la "chute des prix à la consommation" est universellement accueillie comme une bonne nouvelle alors que "la famine parmi les enfants africains" est universellement déplorée avec la même sincérité. »

C'est pour cela que nous pouvons dire que les commémorations ne servent à rien. Les commémorations en général, celles des camps de concentration en particulier. De 1919 à 1939, on a commémoré la der des der. Avec le résultat que l'on sait.

À quoi sert de commémorer une atrocité qui a réussi parce qu'une grande part de ses victimes étaient des personnes obéissantes, parce que la totalité de ses perpétrateurs étaient des personnes obéissantes, parce qu'une bonne part du reste du monde était coupable d'autres massacres, la France dans ses colonies, la Grande-Bretagne qui créa le mot « camp de concentration » pendant la guerre des Boers, l'Italie qui cassa de l'Éthiopien, l'Espagne qui fusillait de l'anarchiste, le Japon qui violait les Chinoises avant de les tuer et qui envoyait les Coréens aux travaux forcés dans ses usines, les États-Unis qui unifièrent les Indiens dans la fosse commune, l'URSS qui avait son doctorat d'esclavage et d'extermina-

tion depuis bien plus longtemps que ce jeunot de III<sup>e</sup> Reich, oui, à quoi sert-il de commémorer la catastrophe de l'obéissance si l'on n'enseigne pas la désobéissance ?

Les esprits logiques objecteront que les anarchistes justifient leur refus des autorités en arguant que nous sommes tous capables d'autodiscipline, ce qui est prouvé au-delà de toute controverse puisque aucun chômeur n'a encore étripé le baron Seillière et qu'il est donc contradictoire de prôner la désobéissance. La propagande anarchiste manque effectivement de précision et devrait mieux faire comprendre qu'elle ne recommande ni obéissance systématique ni désobéissance systématique, ou, au cas où l'on remplace le mot « obéissance » par un meilleur mot, ni coopération ni refus. Mais plutôt la capacité à décider de manière autonome. Il faut savoir décider sans être prisonnier du passé, des règles ordinaires, de la pression de l'environnement social, sans être victime des illusions, des illusions volontairement entretenues, aussi appelées mensonges, des illusions involontairement entretenues, aussi appelées évidences. Voilà le plus grand obstacle à la réalisation de l'anarchisme : il veut que chacune et chacun reprenne entière responsabilité.

Malheureux, aveugle anarchisme qui se porte à l'encontre de tout l'énorme mouvement de l'humanité depuis l'invention de la ville et de l'agriculture ; diviser l'écrasant fardeau de la responsabilité pour, dans le cas de la majorité, s'en débarrasser au prix de la servitude, dans le cas de la minorité la monopoliser, et l'alléger en la transformant en autorité.

On commémore, on se persuade qu'il suffit de mettre Simone Veil sur la couverture de *Paris-Match*. Mais tout récemment, à Guantanamo et Abou Ghraïb, n'avons-nous pas vu le départ du feu ?

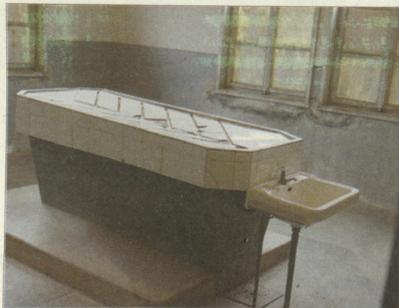
Certes, dira-t-on, et précisément le sous-officier Charles Graner a reçu dix ans de prison. Et son général ? Et Alberto Gonzales qui expliquait à Bush que la convention de Genève ne valait pas le papier sur lequel elle est écrite ? Et Donald Rumsfeld ? Et Bush ?

Et l'armée anglaise, dont il apparaît maintenant qu'elle n'a pas fait mieux, et qui ne bénéficie pourtant pas de l'excuse d'avoir pour gouvernement un imbécile mené par un salopard (personne ne peut dire de Tony Blair qu'il est un imbécile, ni de la reine d'Angleterre qu'elle est un salopard).

Mais c'est encore trop simple de blâmer les chefs. Terrifiée par le mariage homosexuel, la majorité des votants américains a reconduit un criminel de guerre. En pleine conscience des faits.

La ville de Levallois a reconduit le voleur Balkany avec 65 % de votes. L'Italie a voté pour le mafieux Berlusconi. La Russie a reconduit le criminel de guerre Poutine. L'électorat français, déjà coupable de 18 % de votes pour Le Pen, en a donné 81 % au voleur Chirac. Mais Levallois, Rome, Paris et les États-Unis commémorent.

P. L.



# La démocra-CIA ou démocrassouille

**À l'heure où les États-Unis prétendent exporter la démocratie dans le monde entier, il n'est pas inutile d'analyser ce qu'est celle-ci. La démocratie est censée être le gouvernement du peuple par lui-même sur le principe : une personne, une voix ; c'est cela qui légitime le pouvoir politique.**

Jacques Langlois

**OBSERVONS DÉJÀ** QUE l'on en passe par une représentation et que la légalité des procédures électorales devient en fait le critère de légitimité des dirigeants élus exerçant le pouvoir sur les dirigés dans une relation asymétrique. Ajoutons que les prétendues démocraties actuelles ne cessent de manipuler les scrutins (découpage des circonscriptions, modes de scrutin, phagocytage des abstentions et des votes blancs ou nuls par la majorité des suffrages exprimés).

C'est que le peuple est dangereux. Faute de pouvoir le dissoudre (Brecht), il faut le circonvenir, le diviser, le hiérarchiser et organiser la perpétuation des politiciens, de même que l'oligopole des partis dominants. Le summum a été atteint en 2002 quand Bush 2 n'a été élu qu'à la suite de tripatouillages en Floride (État dont son frère était gouverneur) et de l'intervention de la Cour suprême qui a interdit la poursuite du recomptage des votes. Par ailleurs, les médias visent pour l'essentiel à reconduire les candidats favorables à leurs propriétaires qui sont de plus en plus des firmes multinationales et des lobbies. Péchés véniels, disent les thuriféraires de la démocratie libérale, que l'on peut corriger. Mais, en réalité, la démocratie représentative souffre de très graves vices de construction, dont on peut penser qu'ils ont été conçus pour invalider la souveraineté du peuple. C'est particulièrement clair dans la Constitution américaine qui organise les pouvoirs (du président, du Sénat et de la Chambre des représentants) de façon à rendre le pays peu gouvernable au profit des États et des groupes de pression.

Le défaut de construction le moins grave réside dans la procédure atomistique et individualisante du scrutin. Les forces sociologiques réelles de la société civile, les groupements, les communautés, qui sont les espaces d'enracinement des individus, les organismes de leur engagement, de leur identité, de leurs références idéologiques et intellectuelles sont niées.

Il n'y a rien dans le prétendu contrat social entre l'électeur et la communauté politique que l'élection est censée former en tant qu'unité. Plus grave encore, la société est conçue comme une collection de petits pois dans une boîte (Sartre). C'est une agglomération hasardeuse d'individus libres, responsables, autonomes atomisés tous les quatre ou cinq ans pour dégager une majorité électorale. Le système social tout entier n'est pas représenté dans la nécessité de sa continuité à long terme, de sa solidarité permanente, de sa communauté de valeurs et de principes. L'intérêt commun de toute société civile et politique n'est qu'une résultante provisoire et aléatoire des votes individuels.

Cependant, dans le modèle républicain à la française, les électeurs sont présumés voter pour l'intérêt général. Pur phantasme, car en réalité ce sont les représentants élus qui le définissent seuls (qui ont seuls le pouvoir d'en décider, même s'ils écoutent surtout les forces sociales nuisibles ou les lobbies). Pure tromperie, car l'électeur ne vote jamais que pour sa conception de l'intérêt commun, c'est-à-dire le sien. Les Anglo-Saxons sont plus réalistes : les intérêts particuliers, mais individualisés,



y sont reconnus d'emblée. D'un côté, l'infinie diversité des acteurs de la société civile est représentée par la juxtaposition (pensée comme unificatrice, comme synthèse) des votes; de l'autre, la société tout entière n'existe que comme résultante des interactions entre individus et non comme système transcendant toutes les parties, système différent d'un collage d'éléments disparates, ayant son existence propre.

La sociologie du suffrage libéral continue donc de considérer la société comme une masse d'individus n'ayant rien en commun: ni langage, ni culture, ni histoire. Il n'y a pas de totalité sociale organisée, il n'y a que des numéros sans appartenance ou références, séparés les uns des autres, momentanément coalisés pour voter.

Or tous les travaux modernes prouvent l'existence réelle de la société civile, y compris en économie. Le libéralisme démocratique continue donc de nier les acquis de l'anthropologie, de la sociologie, du systémisme. Ce n'est évidemment pas innocent puisque le but est de conserver le pouvoir des politiciens camouflant les véritables détenteurs du pouvoir politique, à savoir le pouvoir économique et financier par la fiction de la démocratie.

Le problème à résoudre est le passage du pluralisme de la société civile, avec ses divisions, ses intérêts contradictoires, ses conflits à une unification politique, à une communauté politique pacifiée et régulée au profit du bien commun, de l'intérêt public pour tous. Les philosophes libéraux ont pensé la démocratie comme l'outil de cette transformation du multiple en Un.

Pour ce faire, ils ont imaginé un contrat social (en réalité purement politique car les droits sociaux n'y figurent pas) par lequel la souveraineté du peuple (c'est-à-dire la puissance du peuple sur lui-même pour définir son avenir, son vivre ensemble, son agir commun) est confiée à des représentants.

En France, comme le corps politique est présumé être l'Un (vieux héritage de la monarchie de droit divin à l'image du corps mystique du Christ, avec le corps du Roi, lui étant la tête et les sujets étant les membres), la souveraineté est réputée absolue, indivisible, permanente. Et la Chambre des représentants est présumée former un microcosme de la nation comme si le suffrage atomistique était homothétique à la société civile.

De fil en aiguille, ce sont les politiciens élus qui y détiennent la souveraineté car ils sont légalement élus. Cette notion du Un est évidemment une pure imagination qui permet aux politiciens de tout poil de prétendre qu'ils sont l'État (voir les socialistes avec leur fameux: vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires!) et qu'ils détiennent la vérité de l'intérêt général.

L'Un n'existe pas, car le peuple est divers. Le problème posé est résolu par un faux axiome, la prétendue unicité du peuple que miraculeusement le suffrage majoritaire

(re)découvre a posteriori alors qu'elle en est le présupposé caché.

On ne saurait trop se méfier de cette mystification par l'unicité souveraine, de cette mythification de la souveraineté. Les Anglo-Saxons sont plus raisonnables: la souveraineté n'est chez eux que partielle, limitée, réduite à son objet à savoir l'union politique. Du reste, les philosophes anglais n'admettent pas l'État. Ils ne parlent que du gouvernement, et celui-ci se voit opposer le droit de résistance des citoyens (et même de désobéissance; c'est pourquoi les citoyens ont le droit de détenir des armes; protection bien précaire avec la toute-puissance de la police et des armes modernes de sécurité).

Bref, il faut proscrire le concept de souveraineté et lui substituer celui de pouvoir politique sociétal, issu de la mise en débat des choses entre acteurs sociaux dans l'expression équilibrée des intérêts, dans la négociation... à condition qu'ils soient représentés en tant que forces sociales réelles et non véhiculés par des individus dépourvus d'appartenance et atomisés.

La démocrassouille libérale introduit une séparation entre la société civile et le pouvoir politique. Suivant Hegel, la société civile est le lieu des familles, des corporations, des groupements naturels et géographiques, des communautés culturelles et culturelles. Elle est divisée.

La fonction du pouvoir politique est d'unifier ce chaos par une force centrale, organisatrice, normalisatrice. Ainsi Hegel en observant Napoléon de sa fenêtre, a-t-il pu s'exclamer qu'il venait de voir la raison (d'État) à cheval.

La démocr-CIA libérale confère à l'État le monopole de « la violence légitime » (Weber). On en voit bien mieux les conséquences avec la *pax americana* exportée au bout des missiles télécommandés.

Vous avez dit légitime? Sur quels critères, s'il vous plaît? De Gaulle était-il moins légitime que Pétain? Le rôle de la prétendue violence légitime, ce qui supposerait mise en débat entre principes, conceptions, valeurs différentes et définition d'universels communs, est d'unifier par la force ce qui à l'évidence ne relève pas de l'Un postulé, mais d'un processus d'unification partagé. Or, la démocratouille libérale (je laisse de côté la démocratie populaire qui s'est disqualifiée elle-même), non seulement sépare la société civile et le pouvoir politique, mais encore érige celui-ci en instance supérieure, extérieure et même antérieure à celle-là.

Dans le système sociétal, il y a une instance dirigeante qui le guide, l'oriente, le façonne par en dessus. Non, comme l'a montré Proudhon, le pouvoir politique n'est pas extérieur à la société; il est dedans; il n'en est qu'une fonction spéciale de coordination partagée fédérativement entre toutes les forces sociales. Le politique et le socio-économique sont interdépendants. Une vraie démocratie



Eugène Delacroix, La Liberté guidant le peuple, 1830

ferait que « le droit collectif consacre le droit individuel », que « le droit politique reçoive le contrefort du droit économique », que le peuple soit représenté dans tout ce qui le constitue, que le politique ne soit qu'une fonction de relation interne à la physiologie sociale. Cette fiction d'un pouvoir politique établi au-dessus de la société a pour mérite, si j'ose dire, d'ériger une forteresse État que les politiciens peuvent se disputer, comme les châteaux forts du Moyen Âge, l'essentiel étant de s'en emparer car elle est bien visible et localement concentrée, afin de tourner ses canons contre les anciens opposants et les résistants.

C'est dans ce panneau qu'est tombé le léninisme. On voit donc l'intérêt des partis à monopoliser le pouvoir. Cela fait des postes et des sinécures bien rémunérées et presque inamovibles. Du reste, c'est organisé pour car la fonction publique conserve aux politiciens leur poste, leurs droits à retraite et à ancienneté, et les autorise à consacrer le temps public pour lequel ils sont payés à faire de la politique. Ce qui, au passage, forme des strates de bureaucrates sans emploi réel au fur et à mesure des alternances politiques. Ce qui explique aussi la passion des politiciens pour le soutien des médias qui affichent leurs volontés, leurs fallacieuses promesses et même, maintenant comme à la « star ac », leur famille.

La pseudo démocratie a été aussi bâtie sur la dangereuse idée de « nation ». Cela a produit les états-nations bien utiles pour forcer les différents peuples à se battre les uns contre les autres au profit du capital et de prétendues élites gouvernementales qui préféreraient être grandes chez elles (le pays) que petites chez les autres, une fédération.

La nation a conduit aux débordements communautaristes et nationalistes du *ein volk (peuple), ein land (pays), ein staat (État), ein führer*. Considérons que nous sommes tous et chacun des êtres singuliers appartenant à une humanité commune. La démocratie doit devenir planétaire.

À la nation trop homogène (et fictive), opposons le peuple comme « multitude » (Toni Negri), c'est-à-dire comme système pluriel de singularités, « d'uniques » (Stirner) à la fois différents et marqués du sceau des collectivités dans lesquelles ils sont en relation les uns avec les autres. Proscrivons aussi le concept de public, par lequel la démocratouille libérale sépare le privé du public, s'approprie l'intérêt général, monopolise le bien commun.

Le privé est indissociable du commun par lequel il faut remplacer le public. Le commun, c'est tout ce que l'on fait, partage, échange, dit ensemble dans un monde partagé de relations sociales, de communications, de créations. C'est tout ce que l'on projette ensemble pour un avenir meilleur à partir des processus existants de production, d'échange, de relation.

Reste à en définir les formes institutionnelles qui transformeront le commun en

démocratie répartie entre tous les êtres singuliers, qu'ils soient individuels ou groupaux, aux différents échelons du globe, du local au mondial. Mais c'est une autre histoire. Il fallait ici simplement montrer que la démocratie libérale n'est qu'un des avatars de la CIA au service de la domination.

La coupure entre dirigeants et dirigés fonde tous ces régimes politiques soi-disant démocratiques. Le peuple y est considéré comme masse irresponsable et dangereuse. Il n'y est pas une conscience des avanies qu'il subit.

C'est pourquoi il faut le remplacer par une élite représentative (?) de dirigeants éclairés. Les perversions actuelles: oligopoles partisans, appropriation ploutocratique des moyens de communication, énormes mensonges politiques, sécurité à outrance, individualisation accélérée des relations sociales par tous moyens (épargne personnelle, assurances vie, sécurité sociale privatisée, etc.) sont des circonstances aggravantes de ladite coupure. Et, en même temps, le moyen de la renforcer par la création politique de structures qui orientent les comportements et les pratiques sociales vers l'emprise totale du capital sur toutes les sphères de la vie.

Cette coupure ne peut plus être justifiée, car toutes les activités sont désormais complètement interdépendantes, reliées les unes aux autres, socialisées (c'était déjà le sens du travail abstrait chez Marx et des forces collectives chez Proudhon). Si l'invention personnelle demeure encore un peu, celle-ci n'a de chance d'être mise en œuvre que si elle devient innovante, c'est-à-dire chose socialement reconnue comme bénéfique pour la collectivité et les personnes.

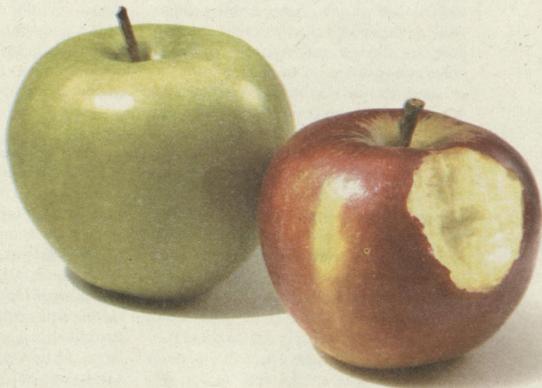
Alors la vraie démocratie consiste à en prendre acte et à organiser de meilleurs équilibres entre les singularités et le commun, à trouver une coopération à la fois socio-économique et politique entre les acteurs sociaux, à faire de chacun un dirigeant participant activement à la chose commune. Oui, on peut vivre ensemble dans un monde partagé sans abandonner sa singularité, sans sombrer dans la masse indivise de la notion libérale de nation.

À l'opposé, le peuple est multitude en tant que système de relations entre les singularités et le commun. La multitude ainsi conçue n'est pas une foule, une collection, ni un grand tout homogène. C'est un système social auto-créateur, déjà créateur de lui-même sans intervention de grands chefs. Il se gouverne lui-même sans pourtant n'être qu'un chaos sans projet et sans idée. Il est conflictuel, mais la mise en expression de tous, le débat, la négociation peuvent abaisser les tensions.

Rappelons que c'est contre les guerres de religion que la démocratie est née en créant un pouvoir central pacifiant les conflits par la force. Si ceux-ci sont gérables par la multitude sociale, alors il n'y a plus besoin de ce monopole de la violence, des États, de la fausse démocratie.

J.L.

# L'économie sociale et solidaire



**C'EST UNE UTOPIE**, un trompe-l'œil, l'économie sociale et solidaire est basée sur le même système que le système capitaliste, l'exploitation de l'homme par l'homme, le profit, la rentabilité. Avec l'économie sociale et solidaire, on fait encore plus dans la bassesse. C'est encore plus vicelard car elle s'adresse à des hommes et à des femmes qui ont déjà subi les méfaits du patronat, le licenciement. Ils sont au bout du rouleau. Ils ont épuisé leurs droits aux Assedic. Ils deviennent des Rmistes et sont livrés de ce fait, pieds et poings liés, au système associatif de connivence avec les patronats. Les associations dites d'insertion constituent un lien important dans le jeu politique local. Les zones franches urbaines (ZFU) en sont une illustration. Elles combinent les objectifs de revitalisation économique des quartiers en crise et des objectifs d'insertion sociale et professionnelle des populations en difficultés des zones urbaines sensibles (ZUS). Pour cela, on attire à grand renfort d'aide des entreprises classiques par des exonérations de taxe professionnelle, des mises à disposition et des viabilisations de terrains par les collectivités, des aides à l'emploi aussi diverses que variées, des exonérations de charges sur les bas salaires, et comme ils disent dans leur jargon, « ce partenariat est indispensable pour que la mayonnaise prenne ». L'ensemble des acteurs de l'économie s'y met. Les acteurs classiques de l'économie : entreprises, immobiliers d'entreprise, bailleurs sociaux pour les transformations d'usage, CCI, chambres de métiers, URSAFF, centres des impôts, DITEFF, communes, départements, régions, mais aussi les acteurs de l'économie sociale et solidaire : associations d'insertion, chantiers d'insertion, régies de quartier, missions locales, PLIE, entreprises d'insertion, associations intermédiaires, entreprises de travail temporaire d'insertion, ANPE, centres de formation, tout ce monde est sur le pont. Mais nous pouvons nous interroger sur l'efficacité d'un tel sys-

tème de fonctionnement pour les travailleurs. En tout état de cause, le seul bénéficiaire est le patronat. Pour lui pas de problème, il installe ses bureaux (son siège social, sa boîte aux lettres) en ZFU. Ce qui lui permet de bénéficier de toutes les aides énumérées plus haut dans l'article sans créer d'emploi. Les structures de l'économie sociale et solidaire auront servi de garants car au bout du compte, très peu de bénéficiaires de RMI ou de chômeurs de longue durée auront été embauchés car l'activité de l'entreprise se fera sur un autre lieu. Ce dont on peut être sûr, c'est que la misère, le chômage font vivre grassement et donnent du boulot à un paquet de personnes qui travaillent dans les institutions publiques ou parapubliques, qui sans les demandeurs d'emploi seraient certainement elles-mêmes dans la même situation que ces derniers ; c'est que l'économie sociale et solidaire est l'instrument du système capitaliste en offrant au système établi de replacer l'homme au cœur du système économique ; c'est que l'économie sociale et solidaire se fait un maximum de fric (subventions d'État, de la région, des communes, des départements), plus l'exploitation outrancière des publics en insertion ; c'est que les banques solidaires « qui n'ont que le mot » drainent un maximum d'agios en avançant aux structures de l'économie sociale et solidaire l'argent nécessaire au fonctionnement, en attente des versements des subventions ; c'est que l'économie sociale et solidaire n'est pas une sous-économie, son secteur économique est en progression constante, il génère plus de 150 millions d'euros de recettes annuelles ; c'est que les élus écologistes, socialistes, communistes la mettent à toutes les sauces et s'en servent à des fins politiques pour tenter d'appâter l'électorat des Rmistes, demandeurs d'emploi en faisant semblant de s'intéresser à

leur sort ; c'est que les conseils régionaux se dotent de vice-présidents chargés de l'économie sociale et solidaire ; c'est

que les grosses communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomérations embauchent des chargés de mission de l'économie sociale et solidaire ; c'est que l'État en tentant de cacher son incurie derrière les associations et ces services se dérobe à toutes ses responsabilités. Tout ce beau monde brasse de l'air, péroré à qui mieux mieux dans les colloques et réunions de travail d'où il ne sort absolument rien de concret. C'est un thème tellement à la mode que l'on ne peut pas se permettre d'être à la traîne. Tout cela n'est qu'une passe, le temps d'une élection, et ce que l'on a adoré sera bien vite honni et rangé dans le musée des souvenirs. Sur le fond, ces élus pseudo révolutionnaires essaient de trouver la parade pour rendre le système plus propre, plus supportable sans le transformer.

C'est une philosophie que nous, libéraux, nous condamnons, nous n'en voulons pas. Nous dénonçons tous les systèmes d'oppression et d'exploitation quels qu'ils soient. C'est pourquoi, je fais mienne cette déclaration de Michel Bakounine : « Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, car je sais que, sans cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne sont que mensonges. Mais comme je suis en même temps un partisan de la liberté, première condition de l'humanité, je crois que l'égalité devrait être établie dans le monde par une organisation spontanée du travail et de la propriété collective, par la libre fédération des communes, mais nullement par l'action suprême et tutélaire de l'État. Tant qu'il n'y aura pas d'égalité économique et sociale, l'égalité politique sera un mensonge. »

Justhom

# Contre l'âme

**CONSCIOUSNESS EXPLAINED**, la conscience expliquée, de Daniel Dennett (Penguin Books) propose une nouvelle théorie de la conscience. Et commence par tordre le coup à l'illusion de la conscience-théâtre où passe tour à tour chacun des personnages-pensées.

À ce théâtre, il faut bien un spectateur, qui serait la conscience véritable, l'esprit ultime. Ce qui revient à dire: comment pensons-nous? En pensant! Car quel est ce spectateur dans l'esprit? Un esprit plus petit, emboîté dans le grand comme une poupée russe? L'esprit s'expliquerait donc par la présence de l'esprit? Croire qu'aucune autre solution n'est imaginable serait, dit Dennett, confondre échec de l'imagination et dévoilement de la nécessité.

Pire, ce théâtre immatériel renforce la thèse d'une différence entre matière et esprit. Il sert qui veut tirer, de l'existence d'un esprit irréductible à la matière, la preuve d'un Dieu irréductible au monde.

Dennett répond aux amants de l'âme par une fable. Au pays de sucre, de rubans et de roses décrit par la carte du Tendre, les ingénieurs pensent que les choses ont une âme, pleine d'amour. Leurs âmes s'aimant, les choses veulent se rapprocher. Les ingénieurs usent de ce désir de proximité. Pousse-t-on telle chose, elle se rapprochera plus vite de telle autre. On la veut immobile, il suffit de la placer pile entre deux autres. Que dire de cette âme? Qu'elle s'appelle en réalité centre de gravité. Disséquons un pavé: on n'y découvrira pas d'homoncule rose qui s'inclinera sous le microscope en clamant; bonjour, je suis le centre de gravité, pour vous servir! Un centre de gravité, définissable, n'en est pas moins inexistant. La conscience n'existe pas plus et pas moins que le centre de gravité. Aucun atome du pavé n'est son centre de gravité. Aucune glande, pinéale ou autre, n'est le lieu, la cachette, l'antre, le trou de souffler de la conscience. Le centre de gravité n'est que le point d'équilibre de mille forces changeantes. La conscience, de même, n'est que le degré d'attention pour lequel se battent mille pensées, mille sensations, mille réglages. Le centre de gravité est une fiction de physicien. La conscience est la fiction de l'esprit à son propre sujet.

Une dame attend l'autobus. Quoiqu'à l'instant I elle croit ne penser qu'au civet C qu'elle concocte pour son neveu N, en



même temps son esprit pense à bien d'autres choses. Puisqu'elle ne cède pas à la poussée du monsieur malpoli, elle maintient son équilibre. Une opération qui requiert, micro-seconde après micro-seconde, de comparer l'action de vingt ou trente muscles (et traiter simultanément les milliers de messages en provenance des milliers de récepteurs tactiles) à l'information en provenance continue de l'oreille interne. Le remplissage constant de la vessie de la dame stimule en permanence les récepteurs tactiles autour de sa vessie. Ces stimuli sont banals, le cerveau les relègue au fond de la classe, près du radiateur. Cancres à leur tour les signaux P des poumons, qui régulent les muscles intercostaux et thoraciques. Chouchous de cette dame gourmande, ses sensations d'appétit A stimulent la rumination culinaire.

Exilés, les désirs sexuels S ont malaisément accès à sa conscience de catholique fidèle: il arrive pourtant qu'ils défoncent la porte... Si la dame n'était pas aveuglée par la fiction du théâtre intérieur, elle noterait les différents degrés de conscience accordés à ses pensées en conflit, leur variation tremblante comme une goutte d'eau sur une feuille d'arbre: ne serait-ce que dans le champ visuel, combien d'éléments vus mais pas regardés!

Si nous regardons un verre d'eau, nous voyons par surcroît le grille-pain, mais,

parce que nous avons soif, nous ne le regardons pas. Il n'a pourtant pas disparu de notre champ de vision, nos rétines continuent à le percevoir. Tomberait-il parce que le chat tire sur le fil électrique que nous nous en apercevions immédiatement: nous ne sommes donc ni conscients ni inconscients de la présence du grille-pain.

La conscience, plutôt qu'un théâtre, est un microphone que s'arrachent les membres d'un orchestre imprévisible, perpétuellement changeant, perpétuellement volatil. Ne conservons même pas la métaphore du microphone, qui accorde encore trop de densité physique à la conscience. Car elle n'est pas un lieu, pas une entité, elle est une caractéristique des pensées et des stimuli qui, à l'instant, dominent. La nécessité la plus brutale, l'effort le plus intense, la concentration la plus parfaite parviennent seuls à faire jouer à l'unisson cet orchestre éclaté. Bien proches d'ailleurs d'avoir saisi la nature capillaire, multiple, bouillonnante, de l'esprit sont les bouddhistes, qui commentent pourtant une erreur: parce qu'ils voient que le spectateur du théâtre est une illusion, ils se permettent à tort de conclure, du vide des loges du public, au vide du monde. Mais s'il n'y a pas de théâtre, il y a bien un orchestre.

Et Dieu (l'âme) dans tout ça? Envoyé!

Nestor Potkine

# Bonne année l'obscurantisme !

**« Souvent, il est médiatiquement de bon ton de brouiller les pistes encore plus. Pour flatter les bas instincts et s'appropriier la plus grande part du marché. » Ainsi parlait Monsieur Gilbert Aubry, dans son homélie médiatique « Quelle bonne année ? », publiée dans la presse le 31 décembre 2004. Et de s'appliquer à lui-même ce précepte dès le 2 janvier, ce que je vais prouver immédiatement.**

Ce qui suit est une histoire rigoureusement vraie, que je n'ai pas vécue personnellement (ceux qui me connaissent savent que je ne mets jamais les pieds et encore moins mon cerveau dans une église, ou tout autre lieu de culte), mais qui m'a été rapportée par une personne normalement constituée, en apparence équilibrée, de « bonne foi », c'est le cas de le dire. Ainsi, au sortir de la messe du dimanche 2 décembre 2005, cette personne m'a appris que le prêtre a annoncé que les événements récents en Asie étaient d'origine « apocalyptique ». Et s'ensuit un discours sur l'Apocalypse et toutes les catastrophes naturelles annoncées dans la Bible pour punir les pauvres pécheurs que nous sommes. Et accrochez-vous bien, il n'est pas étonnant que les peuples asiatiques soient les premiers touchés, car ils sont coupables d'être des infidèles à la foi catholique. Attention : je précise bien que les propos du prêtre ne concernaient, ce dimanche, que la nature apocalyptique du cataclysme asiatique, mais le reste du raisonnement, construit de fil en aiguille, de façon

hélas fort cohérente, est le fruit de la juxtaposition du catéchisme de l'Église catholique, ingurgité tous les dimanches, et qui débouche sur une intolérance inouïe envers tous ceux qui ont une autre religion ou qui n'en ont pas (et j'en suis). Vous me répondrez certainement que cette personne a mal compris le message du prêtre, que Dieu n'est qu'amour, paix et tolérance, ce qui de mon point de vue n'est qu'un vernis, je pense malheureusement en détenir la preuve. Il n'empêche que le patient « lavage de cerveau » fait son effet et qu'il est plutôt écoeurant, Monsieur Aubry, que l'Église flatte ainsi les bas instincts de la population, simplement pour maintenir les croyants dans le troupeau. Que la personne concernée me dise, à propos des catastrophes naturelles, « qu'il faut savoir interpréter le message de Dieu », et que ces événements nous renvoient à nos propres infidélités spirituelles prouve simplement que nous en sommes au stade du terrorisme intellectuel, terme que j'assume pleinement, quand il s'agit d'asseoir la domination d'une Église en imposant la terreur au sein de la population.

La tentation de faire un texte construit à partir d'un slogan tiré du journal le Monde libertaire : « Prier provoque des attaques cérébrales » était grande, même si au premier abord cela semblait provocateur. La discussion à laquelle j'ai assisté ce dimanche, prouve malheureusement que ce n'est pas qu'un slogan, mais que c'est un fait social. Je vous confesse une chose, Monsieur Gilbert Aubry, et ce sera bien la seule : je pense que vous êtes un homme intelligent, que c'est pour cette raison que vous êtes évêque de La Réunion, et que votre fonction consiste précisément à maintenir le peuple réunionnais dans les ténèbres de l'ignorance. En général, on a peur dans le noir, et un peuple peureux est un peuple docile.

Puisque votre Dieu est le dieu de haine que j'ai entrevu ce dimanche sans pourtant y croire, je fais mienne la phrase de Michel Bakounine, puis reprise par Léo Ferré : « Si vraiment Dieu existait, il faudrait s'en débarrasser ! »

Joël Grouffaud



# Télé bakchich et libéralisme

**L'invitation est le procédé privilégié et le plus rentable des pratiques de télévision. Le télécrate – comme on dit le bureaucrate, le technocrate, etc. – « reçoit » dans « son » émission un ou plusieurs « invités ».**

Roger Dadoun

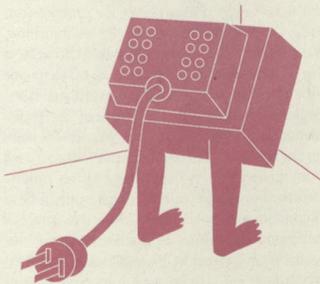
**i**NVITATION À DOUBLE ENTENTE, c'est le cas de le dire : à courte vue, la raison invoquée inscrite dans le programme est que l'invité est là pour s'exprimer, énoncer des observations et jugements sur un sujet qu'il est censé « posséder » d'un savoir reconnu, dont il serait détenteur (« spécialiste », « expert »). S'il appartient à la caste politique d'en haut, on lui offre – au prix de la pub ça vaut une fortune – « cent minutes pour convaincre » ou un « dimanche » interminable. Mais, si l'on y regarde de plus près, on constate qu'il suffit que l'invité soit là, simplement là, qu'il manifeste sa présence en exposant sa « tête-image », une image construite (angle, cadrage, éclairage, plan, décors, etc.) de manière à fonctionner comme « icône », capable de signifier, transporter et diffuser une certaine aura, auréole imaginaire servant à nourrir et entretenir une manière de « culte ». « Culte » est un mot qui est beaucoup dans l'air du temps, et la culture télé dispose, pour lui servir de farce, de nombreux matériaux. Les télécrates n'ont que l'embaras du choix, tous les goûts sont dans la nature et tous leurs égouts dans la culture – une culture d'« encultés », d'épatés plus que de cultivés. En vrac : science et prodiges, observation et objectivités, témoignage et « vécus », terrain et terroirs, racines et « bien d'chez nous », direct ou « live » qui abolissent espace et temps en nous plaquant nez et yeux sur la « chose » même, avec ses avatars – cadavre, sang, cul, fric, sanglots, etc.

## Dasein télécrate

L'être-là (en allemand : *dasein*) de la présence l'emporte donc, et de loin, sur les bribes de savoir distribuées à la sauvette, sans analyse ni perspectives critiques. Si l'on veut s'amuser à acérer notre regard d'une pointe germanico-

métaphysique qui puisse provoquer panique, pagaïe ou sourire jaune sur tête d'animateur et tronches d'« invités », et vu qu'on s'apprête, pour cette année 2005, à gloser, style collégé-de-philosophie, sur le *dasein* (être-là) répandu par un Sartre prolifique auteur de la *Critique de la raison dialectique*, on dira que la télévision se présente, se présente et s'expose à nos yeux et nos ouïes comme étant avant tout présence obsédante et martèlement de l'« être-là » – existentiellement parlant, elle signe le triomphe du *dasein*.

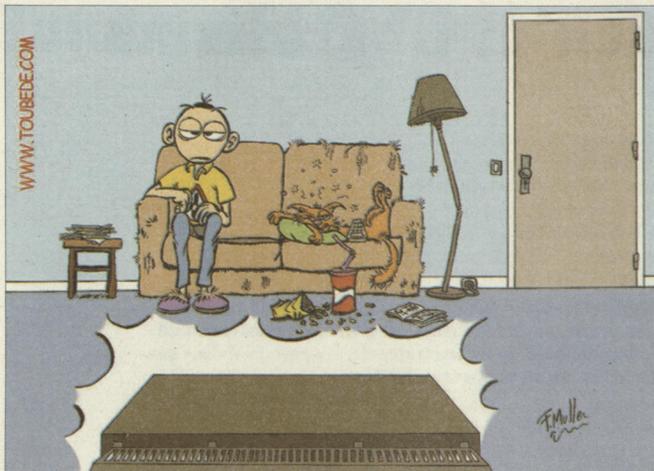
Or, la télé n'a pas trouvé meilleure manière de « se présenter » que de pousser en force dans ce « se » pronominal, c'est-à-dire de présenter son soi – et son « soi », c'est son « chez soi », et son « chez soi », c'est ceux qui la font, la composent, et s'en engraisent. On n'est jamais mieux servi que par moi-même, dit la télé, et elle en déduit qu'il ne saurait y avoir de meilleurs invités que les gens de la télé eux-mêmes. Les télécrates invitent les télécrates à parler télécratiquement à des télécrates pour des télécrates. La télécratie fonctionne ainsi de plus en plus en circuit fermé, endogamie – mariages, concubinages, pactes, alliances à l'intérieur du groupe, co-itération incestueuse d'images et de figures. On se retrouve entre « gens de bonne compagnie » : je te tiens tu me tiens nous nous tenons et nous retenons dans et pour nos prochaines émissions. Cette forme particulière d'« hospitalité », ce jeu d'une « amitié » d'affiche qui se vautre en quelque sorte sur elle-même, se traduisaient jadis, dans les pays du Levant, par un don, cadeau ou libéralité qu'on appelait « bakchich », devenu, tourisme et concurrence internationale aidant, aussi bien pourboire (modeste et autorisé, voire imposé) que pot-de-vin (immodéré et délicieux) – qu'un



MISSIONS  
NOUS CHANGÉS !

R.A.P.

Casseurs de pub



demandeur ou commanditaire, plus ou moins en posture de pouvoir, remet à qui effectue ou rend (un) service.

Dites « bakchich » – et l’imagination et les regards se tournent vers les orientes lointains. Fondé sur une relation d’échange arbitraire et floue, il laisse persister quelque chose de réducteur, de « mesquin » – que l’on peut rapprocher de l’arabe « meskine » ou « miskin », qui veut dire « pauvre ». La géopolitique ou la géopsychologie y voient un trait symptomatique des économies et mœurs des pays pauvres ou en voie de développement, non parvenus encore au stade de la culture occidentale moderne réglée, dit-on, sur les exactes mathématiques et la juste évaluation des services et des biens : attention, dit-elle, ici « pourboire interdit » et fini ces laids pots-de-vin !

### Récompensation

Le procédé télévisuel de distribution des émissions montre que les services recherchés et obtenus (informations, témoignages, savoirs) passent au second plan, et servent de prétextes, en réalité (la voilà, la vraie télé-réalité !), à des actes de présence. Ces derniers mobilisent des invités plutôt notoires et habitués, des espèces d’abonnés, affectés à une catégorie dont ils sont les représentants, symboles et titulaires – le psy, le sociologue, l’astronome, le juriste, la religieuse, le généticien, l’humanitaire, etc. (mettez les noms qui vous sont familiers) – et dont la prestation, répétitive à satiété (effet de zapping : telle « tête-image » passe et repasse au même moment dans plusieurs émissions, porteuse d’une même jactance), est récompensée par ce qu’on ne peut appeler autrement que bakchich. Mais plus bakchichique encore et de meilleurs genre et rapport est l’attribution d’une émission régulière à des notables et personnalités qui, s’étant fait cha-

parder ou supprimer leur poste, leur statut et les avantages afférents aussi divers que précieux – insupportable chute de revenus – recueillent là une substantielle récompensation ou récompense. Aux ex-ministres, entre autres, tapis rouge. Récente illustration, dans une catégorie très demandée : un ministre de l’Éducation nationale, universitaire, congédié du gouvernement et placé par ailleurs à la tête de quelque « honoraire » office culturel public, est engagé par une chaîne pour poursuivre un dialogue avec un partenaire universitaire journaliste, sur toutes sortes de sujets à l’ordre et au désordre du jour. Ce qui ne laisse pas d’épater, chez tous ces notables, politiciens, universitaires, « experts », « savants », journalistes, c’est leur formidable disponibilité, leur exceptionnelle capacité de « présence », leur omniprésence *dasein*. Attention : s’ils vous retouillent l’histoire des trente-cinq heures, c’est de leurs trente-cinq heures par jour qu’ils parlent, pour en redemander – demandez donc à l’ubiquitaire Alain D. comment s’effectue cette multiplication des petits pains bénits.

Les journalistes sont particulièrement choyés. C’est qu’ils sont déjà de plain-pied dans la confrérie médiatique, hommes-sandwichs affichant les titres de leurs périodiques attirés – ils persévèrent en produisant ou collaborant à toutes sortes d’émissions, des plus « savantes » et « sérieuses » aux plus rigolotes ou graveleuses. Avec ce genre de journalisme biface ou multiface, l’expression « ne pas cracher dans la soupe » prend toute sa saveur, son prix et ses dividendes. Les prestations sont d’une qualité, d’une uniformité et d’un conformisme si « meskines » et si plats, d’une flagornerie ou veulerie si confondantes, que la seule explication valable de ces animations et participations est qu’elles valent avant tout comme acte de présence, *dasein*, support et justification du bakchich.

### Mondialisation

En exposant de telles pratiques, que les milieux dits « favorisés » préfèrent tenir cachées, exercer dans le secret ou la clandestinité, la télévision éclaire déjà d’une lumière assez crue ses rapports – financiers au premier chef – avec les pouvoirs, les médias et la culture. Mais elle ouvre une perspective plus large, en nous invitant à considérer la notion « libérale » diffuse de mondialisation comme un vaste système de généralisation du bakchich. Déjà, avec le « système des dépouilles » qui suit un succès électoral, le parti ou clan parvenu au pouvoir expulse les titulaires des positions les plus valorisées et rémunératrices, pour effectuer une redistribution systématique des places, postes, statuts, prébendes, sinécures et autres avantages et privilèges – autant de bakchichs, et pas « meskines ». Mieux encore : la dimension, la « stature » comme on dit, d’un homme d’État – « un grand », « un vrai », etc. – se mesure moins à l’ampleur, la pertinence et l’efficacité de ses projets et décisions qu’à sa voracité et sa virtuosité (*virtu*) ou « vertu » d’allure machiavélique à placer le maximum d’« amis » – « fidèles », « compagnons », factotums, acolytes, complices – au maximum de postes rapportant le maximum d’argent, prestige et pouvoir mêlés.

À bakchich, avec ses relets de bazar oriental, on préfère, avec celui de « primes », le terme plus élégant de « libéralité ». Justement, on vient d’apprendre que deux comédiens célèbres, par ailleurs fort prisés à la télé, Catherine D. et Gérard D., ont, pour un simple acte de présence, un simple être-là (*dasein*), la fugitive apparition de leur « tête-image », tété entre quarante et quatre-vingt mille euros au sein scrofuloux d’un petit potentat algérien. La vie est dure pour ce « beau monde » dont la télé s’ébaubit. Toutes ces libéralités alléguées nous servent à rebondir d’un pied léger sur le libéralisme mondial, dont la dispenseuse télé démasque malgré elle la structure réelle : le libéralisme est moins l’avancée moderne, libre et progressiste de l’économie et l’équilibre des rapports sociaux qu’il se targue d’incarner et de promouvoir, que l’explosion obsessionnelle et morbide, sans frein ni états d’âme, du bakchich : cela va de la mesquine prime d’un cent ou deux sur une boisson de supermarché jusqu’aux fabuleuses indemnités que s’octroient les présidents de société, en passant par une échelle grossièrement graduée de commissions (on a toujours en tête les fringantes frégates mitterrandiennes, qui permirent à une « putain de la République » de se payer une « tête-image » télégénique), primes et gratifications en tous genres, révélateurs et garants des niches hiérarchiques où chacun espère et croit trouver l’essence de son être-là social et parfois son âme même.

R. D.

# Excès aux mots voici le poète Jean L'Anselme

« À LA LONGUE un retraité finit par vivre dans sa retraite. » Jean L'Anselme en sort régulièrement pour nous écrire qu'« au lieu de se suicider, il tuait le temps. Mais il trouvait le temps long ». J'exagère bien sûr, notre bonhomme – en deux mots serait plus avéré – sait bien que c'est le temps qui nous tue. « Tout petit déjà », aurait ajouté Coluche. Il est bien et bon vivant. Et son humour nous fait « bien » rire. D'ailleurs, il nous le dit sans détour : « Debout les morts ! Connard, essaie donc... »

Parcourant son agenda, de juin 1990 à décembre 2003, il en a extrait le meilleur de ses « élucubrations, âneries, impertinences, stupidités, inconvenances, ronchonneries et lumières d'intelligence ».

Dans la liste de ses récriminations ne saurait pourtant figurer le mot « vacherie ». Sans doute parce que « les cheveux ondulés, les têtes ondulées. Et les vaches aussi ». C'est sûr, Jean L'Anselme aime bien les vaches (d'ailleurs, c'est avec « le laid qu'il fait son beurre »), qui n'ont pas l'air que l'on dit. Elles nous regardent sans nous voir comme si nous étions ailleurs. Elles ruminent comme lui. Ce sont des « penseuses », et « elles s'ennuient quand les trains passent sous les tunnels ».

Quitte à ce que le propos passe pour incongru au regard du lecteur, et justement à propos de la lecture élevée à la hauteur d'un « art », je me vois invariablement ramené à « cette faculté qui exigerait presque que l'on ait la nature d'une vache et non point, en tous les cas, celle d'un "homme moderne" : j'entends la faculté de ruminer ». C'est signé F. Nietzsche. Cette lecture-là est celle d'un homme qui la digère et s'en nourrit, et en fait son terrain de mémoire. Et quand ce lecteur-là (pas seulement de livres) se mue en poète d'humour et d'humeur, en écrivain ruminant, son message ne se refuse pas plus au quotidien (voire au dérisoire) qu'à l'essentiel. Si le calembour nous fait rire chez L'Anselme, c'est qu'il n'est pas gratuit : en retombant sur ses pieds, après la pirouette, « il veut toujours dire quelque chose ». Il signale des petits travers, mais dénonce aussi les monstruosité du pouvoir, de tous les pouvoirs : « Moi je trouve que les faucons new-yorkais, responsables de la

guerre en Irak, sont très loin d'être des faux », par exemple.

La préface de l'auteur est très explicite à cet égard. Et son style, quasi voltairien, ne manque ni de clarté, ni de précision, ni surtout de légèreté. C'est celle d'un « honnête homme », dont la fronde libertaire n'incline jamais à l'aveuglement. Son « culte de l'ordinaire » – et surtout son au-delà – risque d'engendrer nombre d'innocents lecteurs se contentant d'avalier une gorgée de bière en avalant des couleuvres, et il le sait bien. Le minimalisme ambiant à grand tirage, le rapport de séduction d'une écriture à l'esprit troupeau satisfait de son « ordinaire », il en pressent aussi les dangers. Alors l'au-delà de l'ordinaire ne serait-il pas l'extra-ordinaire, cette création qui piétine aux abords de la planche d'appel ? Un saut à venir enrichissant la mémoire des rebelles ? La vraie « culture » en somme. Dont l'art brut fait déjà partie, dans l'amour du périssable dont nous sommes la conscience amoureuse et contre la barbarie d'un « savoir rémunérateur » dont nous sommes accablés.

Au culte de l'ordinaire, et surtout à celui du calembour, cette « fiente de l'esprit qui vole », je me demande depuis longtemps si Victor Hugo ne devrait pas en être l'invité plutôt que le contempteur. Après tout, la métaphore est aérienne et la déjection vient de haut, qui plus est du seul animal à voler et à chanter pour ainsi dire de naissance. Ce n'est pas le cas du jardinier d'en bas qui en rigole en s'essuyant le front, mais s'écrite merde en glissant sur une bouse de vache !

En tout cas, « si vous voulez échapper au convenu, aux convenances, aux complaisances, au compassé, au compliqué, aux conventions, au conformisme, aux contraintes, tout simplement écrivez "con" » !

Et n'oubliez surtout pas de lire Jean L'Anselme.

Claude Kottelanne

1. Jean L'Anselme : Ça ne casse pas trois pattes à un canard. Et après ?, éditions Rougerie, 7, rue de l'Échauguette, 87330 Mortemart, 15 euros.



# Les fantômes du passé

**VOILÀ LE RETOUR** de vieilles hantises qui ont occupé l'imaginaire pendant des siècles: les fantômes. Et il se pourrait que ces fantômes réveillent les vieilles querelles philosophiques entre partisans du libre arbitre et partisans du déterminisme – plus ou moins intégristes, selon qu'ils se rangeaient sous la bannière de l'école matérialiste, des théologiens (Calvin dans la lignée de saint Augustin) ou de Leibnitz.

En effet, les psychanalystes s'intéressent aujourd'hui à des fantômes d'un nouveau genre: ils peuvent hanter un individu sans qu'il le sache et le pousser à des actes qui échappent à sa volonté. Selon eux, c'est l'expression de secrets profondément enfouis dans l'inconscient d'un parent et, sans qu'aucune parole n'ait été échangée, mystérieusement transmis aux descendants.

Avec *Autopsie d'un fantôme*, Carmen Dintrich apporte une contribution originale au débat actuel autour de la « psychogénéalogie »: cette vague d'engouement pour l'inconscient familial, la recherche de ses racines, l'évocation de cadavres dans le placard.

Psychologue clinicienne, elle a été surprise à piquer un rosbif dans le supermarché de la petite ville où elle exerçait auprès d'enfants et s'est retrouvée devant le tribunal de grande instance... Poussée par une impulsion irrationnelle, sans

aucun besoin ni désir de larcin. Alors, elle a cherché à comprendre ce qui, à travers l'histoire de sa famille d'émigrés, avait pu provoquer ce moment « absurde » qui a fait voler en éclats son image respectable et compétente. Elle s'appuie sur les travaux d'approche transgénérationnelle de Nicolas Abraham (*L'Écorce et le Noyau*).

Dès lors, chacun peut s'interroger quand ça dérape grave dans sa vie. Et mener cette sorte d'enquête « policière » pour découvrir quel foutu traumatisme, vécu et non élaboré par son ancêtre, peut bien se répercuter brusquement sur lui.

Pour conforter sa découverte, Carmen Dintrich évoque trois autres histoires vécues dans son entourage, par des amis. Des troubles de comportement inexplicables dans lesquels elle cherche à découvrir les « traces » de parents ou de grands-parents. Avec, au départ, toujours, un fait inavouable. Un crime qui n'a jamais été dit. Un impossible deuil. Une culpabilisation qui taraude. Une indicible honte. Carmen Dintrich les relate avec simplicité, puis les drape dans une belle formule: « L'indicible d'une génération entraîne un innommable pour les descendants. »

Cependant, reste posée la question de notre liberté. Proudhon à son époque s'était élevé contre le déterminisme, refusant que l'on fasse de l'être pensant « le bilboquet de la nature ».

Aujourd'hui, on peut se réfugier sur les chemins de la liberté, où Sartre résume l'homme, résolument, à une somme de décisions volontaires. Et chanter: « Monsieur mon fantôme, laissez-moi passer. »

Jacques Vallet

Carmen Dintrich, *Autopsie d'un fantôme*, L'Harmattan, 136 p., 12,50 euros.



Jossot: « J'ai rêvé que j'étais vivant », tiré de *L'Assiette au beurre*, n° 156.

## Le baron et le musée

Une exposition sur le tricentenaire de Wendel se tient actuellement à Orsay. Un court-métrage précise que la dynastie Wendel est constituée par une lignée de bienfaiteurs de l'humanité: la classe ouvrière, en particulier, a été choyée grâce à une politique « sociale » maison, bien avant l'État. Le baron, lui-même, explique que la jeunesse actuelle est intéressée par le destin du groupe familial et par l'actionnariat. De quoi s'agit-il en réalité?

Accumulation primitive: la source initiale de richesse pour les Wendel est la guerre. La production d'armement destinée à la destruction de la population humaine, grâce à l'assurance de la régularité des commandes d'État, lance la dynastie Wendel.

Et le « social »? La pension de retraite est versée pour des durées de travail sans interruption de 20, 25 ou 30 ans selon la pénibilité. Mais on ne compte qu'à partir de 20 ans alors que les enfants travaillent dès 8 ans. De plus, l'espérance de vie ouvrière permettait aux Wendel de ne pas se ruiner en pensions inutilement versées.

L'accident de travail ouvre droit à une pension pour la veuve, mais les Wendel sont seuls juges de la qualification d'accident du travail. Le livret ouvrier, vendu (!) par le préfet permet la surveillance de l'ouvrier tout au long de la vie, et met en évidence la complicité État-Capital. Ce capitalisme paternaliste conçoit la ville comme un véritable ghetto-réservoir de main-d'œuvre reproductible et saine grâce au contrôle conjoint de l'entreprise, de l'État et de la morale cléricale de soumission des opprimés.

La famille Wendel a obtenu de l'armée française que son unité de production ne soit pas bombardée pendant la guerre, alors qu'elle se trouvait en territoire allemand. Le documentaire parle de « violente campagne de la gauche qui accuse », et souligne le patriotisme des Wendel. Pourtant, l'intérêt du capital est, en pleine guerre, effectivement préféré à celui de la nation... Situation actuelle: Wendel, c'est Editis, aujourd'hui, second éditeur français après Lagardère. Le court-métrage ne soulève évidemment pas les questions inquiétantes que posent cette concentration et le passage du capitalisme industriel au capitalisme « culturel ».

L'exposition se termine agréablement par l'organigramme du groupe Wendel et la photo du baron, souriant. Ce documentaire apparaît comme un petit chef-d'œuvre de propagande patronale, et une telle exposition exige un débat public. Ce type d'exposition représente un nouvel exemple des dérives du « mécénat » (abus de langage) et des diverses formes de politiques de privatisation en matière de politique culturelle publique.

Serge

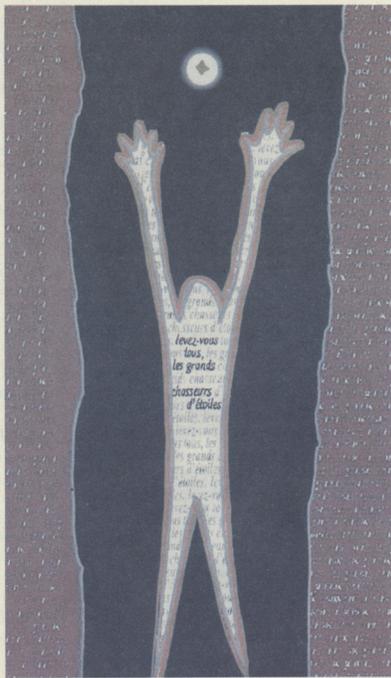
# Levez-vous les grands chasseurs d'étoiles

**SAMEDI 8 JANVIER**, cela faisait cent ans que Louise Michel mourait dans un petit hôtel marseillais du boulevard Dugommier. À l'appel des Amis de la Commune, plusieurs organisations politiques devaient se réunir devant cet hôtel pour une prise de parole dans le but de célébrer cet événement. Autour des Amis de la Commune (groupe proche du PC) se trouvaient réunis la Ligue des droits de l'homme, la Libre Pensée, les Jeunesses communistes (!) et le Parti des travailleurs.

Le groupe FA de Marseille avait choisi d'appeler à se regrouper au même endroit une heure avant tout ce beau monde dans le but principal de faire connaître son programme autour de Louise Michel pour l'année 2005. Il s'agissait également de ne pas laisser des organisations se rapprochant du communisme autoritaire récupérer cette figure révolutionnaire. Celle-ci n'appartient évidemment pas à la FA, mais se prétendant elle-même anarchiste, il apparaissait indispensable pour les libertaires de faire acte de présence.

La première surprise est déjà en place lorsque nous arrivons: le président du conseil régional de PACA, Michel Vauzelle, a fait déposer une gerbe de fleurs devant la porte. Cette gerbe est ornée du drapeau tricolore, le même drapeau que les versaillais brandissaient avec fierté lorsqu'ils massacraient les camarades de Louise Michel à la fin de la Commune de Paris. Le numéro deux du conseil régional fait d'ailleurs une arrivée remarquée quelques minutes plus tard. Le pauvre homme sait-il seulement qui est Louise Michel? Après la récupération des communistes, l'institution ne se gêne pas pour réécrire sa propre histoire et se refaire une virginité...

Tout ce petit monde est donc là, debout, bien aligné devant les représentants de la presse régionale. Le rang est plus large que la porte de l'hôtel, et beaucoup d'entre eux semblent gênés de se faire photographier devant le cinéma porno d'à côté! Le protocole, auquel nous tournons le dos, se poursuit: vient le moment des prises de parole. Chacun y va de sa petite citation qu'il a sans doute apprise la veille au soir. La représentante du Parti des travailleurs est en retard: il y avait la queue à la



cristine malet

boulangerie, et sa tentative d'entrisme pour obtenir des croissants a pris du temps... Leurs demandes aux élus locaux sont bien loin des projets de la Sociale: il faudrait que Louise Michel ait une place plus importante dans les manuels d'histoire (pourquoi pas?), il faudrait donner son nom à un lycée en construction (sauf que c'est le conseil d'administration de l'établissement qui décide et que ce sont rarement des militants de gauche). Bref, tout le monde reste droit dans ses bottes en plein dans la commémoration larmoyante et passive: c'est sûrement plus facile de regarder derrière que d'envisager un projet révolutionnaire, surtout quand on est élu.

Quant à nous on hésite à prendre le micro malgré les invitations: certains d'entre nous ne veulent pas participer à cette mascarade et servir de caution anarchiste; les autres, qui disposent pour une fois d'une tribune, ne se sentent pas tribuns pour autant... La cérémonie s'achève par le traditionnel karaoké pour nostalgiques des grands soirs d'antan: on peut toujours s'amuser à fredonner la Butte rouge et le Temps des cerises, la pilule est plutôt amère quand retentit la Marseillaise: nous sifflons tous en cœur avant de décamper fissa. Oui, pendant la Révolution française, ce chant a pu porter un espoir; oui, Louise Michel et les commu-

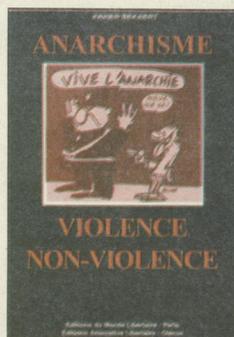
nards l'ont chantée, il s'agit désormais de l'hymne national, et les hymnes n'ont jamais servi à rien d'autre qu'à gonfler des poitrines pour mieux les transpercer.

Résultat des courses: nous n'avons pas pu parler de notre programme. Il aurait pourtant pu intéresser pas mal de monde. À l'inverse de ce genre de cérémonie, le groupe avait décidé de proposer, à l'occasion de ce centenaire, une série de conférences-débats autour de Louise Michel. Mais il ne s'agit pas de ressasser éternellement l'histoire et ses idoles.

Louise Michel est un bon prétexte pour mettre en valeur le projet social des anarchistes. Sa vie servira de fil rouge (et noir) tout au long de l'année pour aborder différents thèmes que nous jugions intéressants de traiter. Les prisons (Louise Michel a été emprisonnée plusieurs fois), la lutte des peuples pour leur émancipation (exil en Kanakie), la Commune, l'éducation (elle était institutrice), etc. Beaucoup de questions du XIX<sup>e</sup> siècle restent encore d'actualité, et il nous paraissait important de se servir de l'aspect historique et du devoir de mémoire pour nous pencher avec une vision libertaire sur le contemporain.

Nous ne saurons jamais ce qu'aurait dit Louise Michel si elle vivait encore à notre époque mais il est presque sûr qu'elle aurait fait une drôle de tête si elle avait assisté aux « festivités » de samedi. Peut-être même qu'en voyant les élus se penchant sur sa tombe, elle aurait répété comme à la belle époque: « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste ». Il y a quelques années une plaque a été posée au-dessus de l'hôtel présentant Louise Michel comme la militante anarchiste qu'elle fut. Lors de la cérémonie de samedi, les représentants des organisations ont, volontairement ou non, posé des fleurs sur cette plaque, ce qui dissimulait ce mot « anarchiste » qui leur paraît peut-être grossier. Ni lui ni celui de « libertaire » ne fut prononcé. Certains ont même demandé à ce qu'on installe une nouvelle plaque, plus visible, incluse dans les circuits touristiques! Pour mieux oublier la première?

**Julien & Christophe**  
groupe de Marseille de la FA



**L'ANARCHISME SOCIAL** est sans doute la doctrine politique qui a le mieux posé les termes d'un vrai débat sur les questions de violence/non-violence. En se réclamant de la libre fédération des individus et des groupes humains, en se positionnant clairement contre la peine de mort et pour la suppression des prisons et de tout autre lieu de coercition, l'anarchisme a toujours parié sur la capacité des êtres humains à pouvoir vivre ensemble fraternellement et égalitairement, et s'est toujours rangé, de ce fait, sans ambiguïté aucune, dans le camp du refus de la violence. À la question de savoir ce qui, de la violence ou de la non-violence, fonde le rêve libertaire, la réponse ne

souffre aucune interprétation : c'est la non-violence ! Mais ce rêve peut-il voir le jour sans violences ? L'État, le capitalisme, le militarisme, les religions, le patriarcat, le fascisme, les totalitarismes... qui sont au cœur du pourquoi et du comment des oppressions et des exploitations – qui génèrent depuis toujours les cent mille et une petites et grandes violences politiques, économiques, sociales, culturelles... de notre quotidien –, se laisseront-ils abolir bien gentiment ou réformer ? Une armée non violente ne demeurera-t-elle pas toujours une armée ? Des capitalistes « non violents » ne seront-ils pas toujours des exploiters ? Bref, même si on prend pour acquis qu'il est certains moyens (la torture, le terrorisme aveugle, etc.) avec lesquels il est hors de question de transiger, qu'il va de soi que l'évolution primera toujours sur la révolution, l'évidence n'impose-t-elle pas d'oser le courage du pragmatisme ? Et au débat, nécessaire, sur la morale, ne doit-il pas se substituer un débat, impératif, sur les conditions politiques, économiques et sociales... de la mise en œuvre de cette morale ? Cette brochure, qui va à contre-courant de tous les clichés sur les anarcho-peurs de bombes, s'y essaye.

Xavier Bekaert, *Anarchisme, violence, non-violence*, éditions du Monde libertaire, Paris, éditions Alternative libertaire, Bruxelles, 5 euros.

## Exercice de la médecine

« À L'HEURE où la société, majoritairement sans pratique religieuse, nous demande une médecine scientifique basée sur les preuves avec un risque thérapeutique voisin de zéro, où le moindre défaut de l'enfant né nous est reproché, il faudrait que nous acceptions toutes les contraintes religieuses et supprimions planning familial, diagnostic prénatal, procréation médicalement assistée, pour nous consacrer à la réfection d'hymens et pourquoi pas demain à l'excision ! » Voilà comment s'exprimaient en avril 2004 des membres du Collège national gynécologues obstétriciens, dans *Libération*.

L'impossibilité pour des personnels hospitaliers et du planning familial de soigner

correctement des patients du fait des pressions religieuses est rarement dénoncée et pourtant bien présente encore de nos jours.

Le comité laïque 1905-2005 organise une réunion-débat avec Hélène Hernandez, infirmière et militante syndicaliste à Paris, et Sylviane Grelet, militante du Planning familial de Rouen.

Cette rencontre aura lieu dans l'amphithéâtre du CHU de Rouen, le mercredi 23 février, à 20h30, et constituera une première étape dans un calendrier que nous vous ferons parvenir tout au long de l'année à l'occasion de la commémoration des lois laïques. Entrée libre.



À l'occasion de la sortie du livre

### LA TÉNÉBREUSE AFFAIRE DE LA PIAZZA FONTANA

consacré au massacre du 12 décembre 1969 à Milan, qui marqua l'entrée de l'Italie dans les « années de plomb »

les éditions CNT de la région parisienne organisent une soirée-débat en présence de l'auteur, le journaliste italien Luciano Lanza

Elle aura lieu le samedi 12 février à l'Espace Louise-Michel, au 42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris (métro Pyrénées) à partir de 18 h 30



## Radio libertaire

### Jeudi 10 février

Si vis Pacem de 18 à 19 h 30.

les guerres du Caucase. Invité : le Comité Tchétchénie de Paris.

### Les Affinités électives à 19 h 30 :

Les nouveaux poètes primées par les Octaviennes le 30 janvier 2005 (poètes lesbiennes, gays et trans).

### Vendredi 11 février

Koumbi de 10 à 12 heures :

Thème : les photographes contemporains africains et leurs conditions de création.

### Mardi 15 février

Pas de Quartier mardi de 18 à 19 h 30

L'équipe reçoit Guillaume Lecoindre et Marc Silberstein qui viennent parler des « Matérialismes et de leurs détracteurs », sujet de leur dernier livre paru depuis peu chez Syllepse. Ils y défendront le matérialisme scientifique et la laïcité mise à mal en ce siècle d'obscurantisme vivace. Tous à vos postes à galène !

### Mercredi 16 février

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures

Emission autour de Joe Louis Walker  
Femmes libres de 18 h 30 à 20 h 30  
Emission spéciale autour de Louise Michel

### Jeudi 17 février

Si vis Pacem de 18 heures à 19 h 30.

Abolir les prisons pour la paix sociale.

### Vendredi 18 février

Koumbi de 10 à 12 heures

Rubrique Tombouctou express, portrait d'Oum Kalsoum et de l'Égypte, avec des extraits de spectacles et des lectures, à l'occasion du festival « L'Égypte chante et danse » à l'Institut du Monde arabe. Puis la rubrique Champs de force avec comme invité, l'Association pour le droit à l'initiative économique. Cette association soutient les exclus qui veulent créer leur propre emploi. On parlera d'un système économique alternatif.

**89.4 MHz**  
en région parisienne

## Vendredi 11 février

### Avignon

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA vous invite à rencontrer Stéphane Troplain, responsable du *Monde libertaire*, à l'occasion de la présentation du livre *Et pourtant ils existent*, aux éditions du Cherche-Midi, à la librairie Infokiosk, place Damette (proche de la rue des lys) de 16 à 19 heures.

### Ivry

Nathalie Solence au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Téléphone et réservations au 01 46 72 64 68 à partir de 19 heures.

### Feurs Métal

Non à la dissémination de substances radioactives dans les biens de consommation courante! Manifestation le samedi 12 février 2005 à Saint-Etienne, à 14h30, place de la Liberté (anciennement Bizillon). Mobilisez-vous!

## Samedi 12 février

### Rennes

Débat-projection organisé par la FA de Rennes sur l'emprisonnement questionné par les anarchistes avec le film *Fugues carcérales* de Yanusz Mrozowski, suivi d'un débat public avec le réalisateur, à 15 heures à la Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgoigne, salle Rosalie

### Alès

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA vous invite à rencontrer Stéphane Troplain, responsable du *Monde libertaire*, à l'occasion de la présentation du livre *Et pourtant ils existent*, aux éditions du Cherche-Midi, à la librairie Sauramps en Cévennes, 2, place Saint-Jean, à 15h.

### Paris 11<sup>e</sup>

Débat avec Claude Guillon autour de son livre *Le Droit à la mort*, à 16h30, à Publico, 145, rue Amelot, métro République, Filles-du-Calvaire ou Oberkampf.

### Ivry

Nathalie Solence sera au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, à partir de 19h, téléphone et réservations au 01 46 72 64 68

### Lyon 1<sup>er</sup>

Débat sur la décroissance avec J.-P. Tertrais, auteur de *Du développement à la décroissance*, à 15 heures à la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc, téléphone: 04 72 00 94 10

## Lundi 14 février

### Ivry

Michel Bühler au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Téléphone et réservations au 01 46 72 64 68 à partir de 19 heures.

### Grenoble

Le groupe Jules-Vallès de la FA organise un débat avec Jean-Pierre Tertrais, auteur de *Du développement à la décroissance* et de nombreux articles sur le sujet. Il viendra exposer ses idées et lancer le débat au Tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame, à 20h30.

## Mardi 15 février

### Ivry

Michel Bühler au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Téléphone et réservations au 01 46 72 64 68 à partir de 19 heures.

## Judi 17 février

### Merlieux (02)

La bibliothèque sociale reçoit Didier Daeninckx et Cathy Yrak, de 18 à 21 heures, au 8, rue des Fouquierolles.

## Vendredi 18 février

### Chambéry (73)

Conférence-débat organisé par le groupe Acratie sur le thème: « La décroissance est-elle soluble dans le capitalisme? » suivi d'un apéro soupatoire avec Jean-Pierre Tertrais auteur

*Du développement à la décroissance*, à 20 heures, à la Maison des associations, 67, rue Saint François-de-Sales.

## Chalon-sur-Saône (71)

Concert organisé par le groupe La Vache noire de la Fédération anarchiste, avec André Bonhomme, à 20h30, au Caveau. PAF: 5 euros.

## Samedi 19 février

### Tournus (71)

Concert organisé par le groupe La Vache noire de la Fédération anarchiste, avec André Bonhomme, à 21 heures, au Bar à Teint.

### Paris 18<sup>e</sup>

Rencontre-débat avec Catherine Baker, autour de son livre: *Pourquoi faudrait-il punir? Sur l'abolition du système pénal*, à la Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

### Paris 11<sup>e</sup>

Débat-présentation avec Serge Ulgé-Royo autour de son livre *Noir Coquelicot*, à 16h30, à Publico, 145, rue Amelot, métro République, Filles-du-Calvaire ou Oberkampf.

## Mercredi 23 février

### Rouen

Le Comité laïque 1905-2005 organise une réunion-débat avec Hélène Hernandez, infirmière et militante syndicaliste à Paris et Sylviane Grelet, militante du Planning familial de Rouen. Cette rencontre aura lieu dans l'amphithéâtre du CHU de Rouen, à 20h30. Entrée libre.

## Samedi 26 février

### Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Claude Guillon, auteur du livre *Le Droit à la mort*, à 20h30, au 1 bis, rue Emile, près de la gare RER E.



agenda





Peinture murale à Marseille.